

FACULTÉ DE MÉDECINE DE PARIS

Année 1929

N°

THÈSE

130

POUR LE

DOCTORAT EN MÉDECINE

(DIPLOME D'ÉTAT)

PRÉSENTÉE PAR

Henri DÉTRIEUX

Né le 19 Juin 1880, à Paris

**Les Œuvres Sociales
dans la Grande Industrie en France**

(Prévoyance Sanitaire et Organisation médicale)

Président : M. BRINDEAU, Professeur

PARIS

LES PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE

49, Boulevard Saint-Michel, 49

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN MÉDECINE



Digitized by the Internet Archive
in 2026

FACULTÉ DE MÉDECINE DE PARIS

Année 1929

N°

THÈSE
POUR LE
DOCTORAT EN MÉDECINE
(DIPLOME D'ÉTAT)

PRÉSENTÉE PAR
Henri DÉTRIEUX

Né le 19 Juin 1880, à Paris

Les Œuvres Sociales
dans la Grande Industrie en France
(Prévoyance Sanitaire et Organisation médicale)

Président : M. BRINDEAU, Professeur

PARIS
LES PRESSES UNIVERSITAIRES DE FRANCE
49, Boulevard Saint-Michel, 49

I. — PROFESSEURS

MM.

Anatomie	ROUVIÈRE.
Anatomie médico-chirurgicale et chirurgie expérimentale....	CUNÉO.
Physiologie	ROGER.
Physique médicale	STROHL.
Chimie médicale	DESGREZ.
Bactériologie	LEMIERRE.
Parasitologie et histoire naturelle médicale.....	BRUMPT.
Pathologie et thérapeutique générales.....	Marcel LABBÉ.
Pathologie médicale	SICARD.
Pathologie chirurgicale	LECÈNE.
Anatomie pathologique	ROUSSY.
Histologie	CHAMPY.
Pharmacologie et matière médicale.....	TIFFENEAU.
Hydrologie thérapeutique et climatologie	Maurice VILLARET.
Thérapeutique	LOEPER.
Hygiène et médecine préventive	TANON.
Médecine légale	BALTHAZARD.
Histoire de la médecine et de la chirurgie.....	MÉNÉTRIÉR.
Pathologie expérimentale et comparée.....	RATHERY.
	CARNOT.
Clinique médicale	BEZANÇON.
	ACHARD.
	WIDAL.
Hygiène et clinique de la première enfance.....	MARFAN.
Clinique des maladies des enfants.....	NOBÉCOURT.
Clinique des maladies mentales et des maladies de l'encéphale	H. CLAUDE.
Clinique des maladies cutanées et syphilitiques	JEANSELME.
Clinique des maladies du système nerveux.....	GUILLAIN.
Clinique des maladies infectieuses	TEISSIER.
Clinique de la Tuberculose	Léon BERNARD.
	DELBET.
Clinique chirurgicale	HARTMANN.
	LEJARS.
	GOSSET.
Clinique ophtalmologique.....	TERRIEN.
Clinique urologique	LEGUEU.
	COUVELAIRE.
Clinique d'accouchements	BRINDEAU.
	JEANNIN.
Clinique gynécologique	J.-L. FAURE.
Clinique chirurgicale infantile et orthopédie	OMBRÉDANNE.
Clinique thérapeutique médicale	VAQUEZ.
Clinique oto-rhino-laryngologique	SEBILEAU.
Clinique thérapeutique chirurgicale	Pierre DUVAL.
Clinique propédeutique	SERGENT.
Professeur sans chaire	BRANCA.

II — AGRÉGÉS EN EXERCICE

MM.

ABRAMI	Pathologie médicale.
ALAJOUANINE	Neurologie et Psychiatrie
AUBERTIN	Pathologie médicale.
BASSET	Pathologie chirurgicale.
BAUDOUIN	Pathologie médicale.
BINET	Physiologie.
BLANCHETIÈRE	Chimie biologique.
BROcq	Pathologie chirurgicale.
BRULE	Pathologie médicale.
CADENAT	Pathologie chirurgicale.
CHABROL	Pathologie médicale.
CHIRAY	Pathologie médicale.
CLERC	Pathologie médicale.
DEBRÉ	Hygiène.
DOGNON	Physique.
DONZELOT	Pathologie médicale.
DUVOIR	Médecine légale.
ÉCALLE	Obstétrique.
FIESSINGER	Pathologie médicale.
GARNIER	Pathologie expérimentale
GATELLIER	Pathologie chirurgicale.
GIROUD	Histologie.
HARVIER	Pathologie médicale.
HEITZ-BOYER	Urologie.
HOVELACQUE	Anatomie

MM.

HUTINEL	Pathologie médicale.
JOYEUX	Parasitologie.
LABBÉ (Henri)	Chimie biologique.
LARDENNOIS	Pathologie chirurgicale.
LEMAITRE	Oto-rhino-laryngologie.
LEROUX	Anatomie pathologique.
LÉVY-SOLAL	Obstétrique.
LHERMITTE	Pathologie mentale.
LIAN	Pathologie médicale.
MATHIEU	Pathologie chirurgicale.
MERCIER (Fernand)	Pharmacologie.
METZGER	Obstétrique.
MONDOR	Pathologie chirurgicale.
MOURE	Pathologie chirurgicale.
MULON	Histologie.
OBERLING	Anatomie pathologique.
PHILIBERT	Bactériologie.
QUÉNU	Pathologie chirurgicale.
RICHT Fils	Physiologie.
SÉZARY	Dermatologie et syphi- ligraphie.
VALLERY - RADOT (Pasteur)	Pathologie médicale.
VAUDESCAL	Obstétrique.
VELTER	Ophthalmologie.
VERNE	Histologie.

III. — AGRÉGÉS RAPPELÉS A L'EXERCICE POUR LE SERVICE DES EXAMENS

MM.

BUSQUET	Pharmacologie.
GUÉNIOT	Obstétrique.
LEQUEUX	Obstétrique.
NEVEU-LEMAIRE	Parasitologie.

MM.

RETTERER	Histologie.
TANON	Pathologie médicale.
ZIMMERN	Physique.

IV. — AGRÉGÉS CHARGÉS DE COURS DE CLINIQUE ANNEXE A TITRE PERMANENT

MM.

ALGLAVE	Clinique chirurgicale.
AUVRAY	Clinique chirurgicale.
CHEVASSU	Clinique chirurgicale.
GOUGEROT	Clinique médicale.
LAIGNEL-LAVASTINE	Clinique médicale.
LE LORIER	Clinique obstétricale.

MM.

LEREBOULLET ..	Clinique médicale infantile.
LÉRI	Clinique médicale.
MOCQUOT	Clinique chirurgicale.
PROUST	Clinique chirurgicale.
SCHWARTZ	Clinique chirurgicale.

V. — CHARGÉS DE COURS

MM. MAUCLAIRE, agrégé	{ Chargé du cours de chirurgie orthopédique chez l'adulte pour les accidents du travail, les mutilés de guerre et les infirmes adultes.
FREY	
CHAILLY-BERT	Stomatologie.
LEDoux-LEBARD	Éducation physique.
	Radiologie clinique.

Par délibération en date du 9 décembre 1738, l'École a arrêté que les opinions émises dans les dissertations qui lui seront présentées, doivent être considérées comme propres à leurs auteurs et qu'elle n'entend leur donner aucune approbation ni improbation.

A LA MÉMOIRE DES MIENS

*Ils eussent été heureux de me voir investi
de ce titre de médecin qu'il souhaitaient me
voir prendre, et qu'avaient porté avant moi,
dans ma famille, mes oncles et mes arrière-
grands-parents.*

A MON PRÉSIDENT DE THÈSE :*

M. LE PROFESSEUR BRINDEAU

Professeur de Clinique Obstétricale

Officier de la Légion d'Honneur

En témoignage de remerciements pour le grand honneur qu'il m'a fait en me nommant Moniteur à la Clinique Tarnier, et de profonde reconnaissance pour l'accueil si bienveillant qu'il a bien voulu me réserver dans son service.

A M. LE DOCTEUR L. BAZY

Chirurgien des Hôpitaux de Paris
Officier de la Légion d'Honneur
Médecin en Chef à la C^{ie} d'Orléans

qui a bien voulu inspirer le sujet de cette thèse

A. M. DELBOS

Ingénieur des Services Centraux à la C^{ie} d'Orléans

pour son amicale sympathie

A. M. HUC

Officier de la Légion d'Honneur
Chef du Service des Œuvres Sociales à la C^{ie} d'Orléans

*qui a bien voulu me documenter si aimablement
sur les œuvres de la Compagnie*

A MES MAÎTRES DANS LES HÔPITAUX :

MM. LES DOCTEURS A. MONNIER ET E. BUREAU

Professeur et Ancien Professeur à l'Ecole de Médecine

à Nantes

MM. LES PROFESSEURS COURMONT

NOVÉ-JOSSERAND

ROLLET

M. LE DOCTEUR PALLASSE

M. LE DOCTEUR CHATTOT

à Lyon

M. LE PROFESSEUR AGRÉGÉ DÉMELIN

M. LE PROFESSEUR AGRÉGÉ CHEVASSU

M. LE DOCTEUR BAUMGARTNER

Chirurgien des Hôpitaux

M. LE DOCTEUR MONIER-VINARD

Médecin des Hôpitaux

M. LE PROFESSEUR BRINDEAU

Professeur de Clinique

à Paris

A MON AMI

M. LE DOCTEUR J. BAILLIS

Interne des Hôpitaux de Paris

*dont l'amicale sollicitude m'a valu un large
accès dans des services qui sans lui me
fussent certainement restés fermés.*

A MON AMI LE DOCTEUR E. HIÉLY

A M. LE PROFESSEUR AGRÉGÉ R. VAUDESCAL

A MM. LES DOCTEURS DESOUBRY

DE PERETTI DELLA ROCCA

SUZOR

JACQUET

LANTUÉJOUL

DE MANET

M^{11e} G. LABEAUME

M^{11e} BARDY

Chefs et Anciens Chefs de Clinique à Tarnier

A M. LE DOCTEUR CARTIER

A M. LE DOCTEUR HINGLAIS

Chefs de Laboratoire à la Clinique Tarnier

A M. DE TRAVERSE

Professeur à l'Ecole de Médecine de Clermont-Ferrand

A M^{11e} DEVELEY — A M. BOMPARD

Internes

A MES CAMARADES

LES DOCTEURS FONTAINE ET GOULET

Moniteurs

COURTOIS ET SECRET

Anciens Moniteurs

*qui ont bien voulu, tous, m'accueillir amicalement
à la Clinique Tarnier*

INTRODUCTION

Le travail que nous présentons s'est efforcé de faire en quelque sorte « le point » dans la question, envisagée surtout sous l'angle médical, de l'extension des œuvres sociales dans la grande industrie en France, au moment où prend fin cette première décade d'après-guerre.

Laissant volontairement de côté les considérants d'ordre économique développés dans la littérature spéciale à ces questions, nous nous efforcerons ici de présenter les résultats acquis dans certains établissements pris comme types et que nous avons pu suivre sur place. D'ailleurs, et bien qu'elles ne semblent point toucher à ce domaine médical, certaines précisions devront être données, qui conditionnent en fait la vie du travailleur.

En raison de notre situation même, nous avons pu nous documenter un peu spécialement sur ce que les grandes Compagnies de chemin de fer ont fait. Quelques firmes importantes : Michelin, à Clermont-Ferrand, les Etablissements Schneider, au Creusot, ont bien voulu, d'autre part, nous communiquer quelques données qui ont servi de base à cette étude. Groupant autour d'elles le personnel nombreux indispensable au bon fonctionnement de leurs usines, elles ont dû chercher à le fixer, à le cristalliser, en quelque sorte, autour de leurs diverses fondations, transformant sa situation d'élément flottant en élément stable. Aussi, est-ce chez elles que nous trouve-

rons plus particulièrement développées un certain nombre d'œuvres, souvent encore à l'état embryonnaire ailleurs. Un rapide aperçu sur la constitution et le fonctionnement des « Caisses de Compensation », organismes en quelque sorte fédératifs d'un grand nombre de maisons d'importance diverse qui ont cherché à résoudre partiellement les problèmes soulevés, servira d'introduction à cette première étape dans la voie de l'amélioration apportée aux conditions de la vie ouvrière moderne. Une œuvre privée, enfin, celle-ci exclusivement parisienne, recrutant une clientèle sans attache aucune avec elle dans les éléments les plus divers de la population : « L'Appui Maternel auprès de la Clinique de l'*Hôpital Tarnier* », que nous voyons chaque jour à l'œuvre, nous permettra de comparer aux précédents, dans la branche pré-natalité et aide maternelle, les résultats intéressants obtenus par elle, avec des moyens parfois réduits.

Suivant l'évolution du monde moderne, l'« Œuvre charitable » cède le pas à l'« Institution », vocable qui écarte l'idée de bienfaisance et de secours. Etablies, en quelque sorte, nécessairement par le « patron » en raison du développement encore insuffisant de la Mutualité ou des Caisses spéciales de l'Etat, ces Institutions servent, en dernière analyse, l'intérêt commun de l'employeur et du salarié. En harmonie avec la conception moderne de la dignité personnelle, adaptées au tempérament égalitaire français qui supporte mal l'idée de traitements différenciés, elles s'efforcent de contribuer au mieux-être matériel et moral du travailleur, apportant leur élément d'apaisement social, tendant, en somme, à lui procurer aujour-

d'hui ce « minimum de bien-être nécessaire à l'exercice de la vertu » réclamé, détail piquant pour notre société moderne assez irreligieuse, par Saint-Thomas d'Aquin, voici sept cents ans. Envisagées dans leur généralité, elles s'efforcent d'apporter au salarié une aide aussi efficace que possible, non seulement dans les crises aiguës de son existence, maladie ou chômage, mais encore dans les difficultés journalières, augmentation des charges de famille, maladies de longue durée de lui-même ou des siens, difficultés de logement. Lui facilitant l'accession à la propriété de sa demeure, elles visent à développer en lui le goût inné de l'épargne et à le transformer en ce que le Directeur du Comité Central des Allocations familiales de la Région parisienne, M. Bonvoisin, paraît appeler justement « l'ouvrier bourgeois ».

Nous essaierons donc, dans les pages qui vont suivre, d'examiner quels avantages matériels ont pu être assurés à leur personnel par nombre de firmes, sortes de complément de salaires parfois difficilement chiffrables, en tout cas aide puissante à la fondation et au développement des foyers.

Deux préoccupations ont surtout retenu l'attention sociale : donner à l'individu, au point de vue économique, la possibilité d'avoir et d'élever des enfants, problème qui, en France plus qu'ailleurs, s'impose en présence de la crise de la natalité ; aider à sa conservation personnelle liée principalement à la lutte contre les deux fléaux sociaux qui le déciment : tuberculose et syphilis.

Autour de ces questions gravitent les initiatives : œuvres de prénatalité concernant presque exclusivement

la mère ; consultations, crèches ou garderies s'adressant surtout à l'enfant ; allocations et logement intéressant la famille.

Un peu secondairement, d'autres œuvres : cours ménagers économats. cantines, orphelinats.

Contre la syphilis et la tuberculose, le dispensaire et le sanatorium, avec le préventorium pour enfants et les colonies de vacances. Enfin, pour tout ceci le problème financier une fois résolu, et comme instruments techniques fondamentaux pour aider, guider ou traiter : la surintendante d'usine, l'infirmière-visiteuse et le médecin. Nous signalerons chemin faisant le rôle de « l'ingénieur social », élément essentiellement américain qui, à notre connaissance, n'a jusqu'ici que quelques très rares équivalents en France.

Pour une comparaison plus facile, nous avons tout d'abord songé à grouper des œuvres sociales similaires afin de mettre en parallèle les résultats obtenus dans des domaines semblables par un certain nombre de firmes. A la réflexion, cela nous est apparu souverainement injuste, peut-être même de nature à fausser l'idée des efforts poursuivis par des entreprises très différentes dans le but désintéressé de la recherche du mieux-être de leurs agents. Extrêmement divers, en effet, sont souvent leurs moyens d'action et très méritoires parfois les efforts, même réduits, de maisons d'exploitation difficile. Enfin, des avantages spéciaux à certaines catégories de travailleurs viennent troubler les apparences et rendre difficile une comparaison exacte de leur situation avec celle de voisins différemment traités : retraites, par exemple, souvent fort

importantes, allocations de toute nature, garanties de stabilité enfin, qui transforment en fait des budgets.

Les Auxiliaires sociales. — Sous ce vocable, nous grouperons deux éléments nouveaux d'introduction récente, dont l'importance devient prépondérante dans l'accomplissement de l'œuvre proposée et qui paraissent de plus en plus devoir uniformément s'imposer pour toutes les réalisations de quelque envergure. Nous voulons parler des « Surintendantes d'Usines » et des « Infirmières visiteuses », dont nous dirons d'abord quelques mots.

Les Surintendantes d'Usines. — Le rôle de ces collaboratrices aux œuvres sociales étant appelé certainement à grandir et les entreprises que nous passerons en revue en occupant chacune une ou plusieurs, nous rappellerons d'abord quelles préoccupations ont présidé à leur naissance. Une première tentative isolée, remontant à une trentaine d'années, avait vu naître en Angleterre une ébauche des services sociaux actuels fondés par des « patrons ». De 1906 à 1913, leur extension avait été continue et, à cette dernière date, à la veille, donc, de la guerre, était fondée dans ce pays « l'Association professionnelle du Service social dans les Etablissements commerciaux et industriels » qui devint par la suite « L'Institut du Service social » (Welfare Works Institute). Il comptait en 1913 une trentaine de membres et son objet était défini en ces termes (*Revue Internationale du Travail*, avril 1922) : « Le Service social des Etablissements industriels et commerciaux est l'activité consacrée

par la direction de ces Etablissements à organiser et à maintenir les conditions de travail qui conviennent au personnel et qui assurent au travail :

- a) le confort matériel ;
- b) l'occasion de mettre à profit des aptitudes, grâce au soin et à l'intelligence apportés par la direction dans la répartition des tâches ;
- c) les moyens de développer toutes ses facultés naturelles.

Le Service social s'efforce d'aider l'individu à bien remplir les devoirs qui lui incombent à la fois comme citoyen, comme producteur, dans l'intérêt de la Société, aussi bien que de l'Etablissement qui l'emploie. Il cherche à améliorer les rapports du Capital et du Travail par la diffusion d'un esprit d'équité et de collaboration.

La Surintendante d'Usine a pour fonction d'émettre un avis sur toutes les questions relatives à l'emploi de la main-d'œuvre (conditions de travail, bien-être général des ouvriers) et de servir d'agent d'exécution des décisions prises à ce sujet.

La Suède et les Etats-Unis étaient entrés respectivement dans la même voie dès 1898 et 1900.

En France, l'institution naissait de la guerre, vers la fin de 1916, alors que la main-d'œuvre féminine prenait une extension croissante dans les usines travaillant pour la Défense Nationale.

Sur l'initiative de Miss Christabel Pankhurst, le Ministre de l'Armement envoyait en Angleterre une délégation d'ouvrières pour y visiter un certain nombre d'établissements et en rapporter, d'après les choses vues, un rapport sur les améliorations souhaitables. C'est au retour que l'une d'elles, M^{me} Roy, ouvrière des Etablissements Panhard, appelait l'attention sur le rôle des Surintendantes.

Le 6 mars 1917, l'Académie de Médecine qui s'intéressait vivement aux questions médicales soulevées par le nouvel état de choses, demandait que la « Superintendant » anglaise ait son équivalent dans l'industrie française. Le 1^{er} mai 1917, pour répondre aux desiderata formulés, était fondée « l'Association des Surintendantes d'Usines et des Services Sociaux » qui, dès les mois d'août, pouvait donner satisfaction au Ministre de l'Armement et à diverses Industries, et qui définit actuellement le rôle de ses membres dans les termes suivants :

« Les chefs d'industrie, les grands commerçants, les administrateurs, se trouvent, par la force des choses, éloignés de leur personnel. Absorbés par la partie technique ou commerciale de leur direction, ils ne peuvent suivre dans le détail les besoins de ceux qu'ils emploient. La Surintendante complète leur œuvre; associée morale et sociale du patron, elle le décharge de nombreux soucis qu'entraîne pour lui le bien-être de ses employés.

« Affectée à la direction du Service Social, elle peut organiser et diriger les œuvres qui en relèvent : maternité, crèche, infirmerie, garderie d'enfants, cantine, foyer,

coopérative... S'il existe une Cité ouvrière, elle peut l'administrer, d'accord avec le personnel existant.

« Sa présence est une garantie d'ordre et de bonne gestion pour les œuvres sociales réalisées par la Direction.

« La Surintendante est en rapport direct avec le Service médical et collabore avec lui pour la lutte contre les fléaux qui déciment la population.

« Elle est en relation constante avec la famille ouvrière : pendant que l'homme travaille au dehors, elle visite la femme et les enfants, s'enquiert de leurs besoins, de leur état de santé ; elle apporte les conseils que lui inspire son expérience, et son action morale peut avoir la plus haute portée. »

Reconnue enfin d'utilité publique, l'Association recevait, en 1921, un Prix de l'Académie Française ; à cette occasion, le président de l'Académie, M. René Doumic, pouvait, terminant son discours, donner de la Surintendante cette sorte de définition : « Ni religieuse, ni ouvrière, ni femme du monde, ou peut-être tout cela ensemble, elle est entre la classe ouvrière et la nôtre le meilleur agent de liaison, la marraine élue de la paix sociale. »

Tel est cet élément nouveau, trait d'union entre le Patron et l'Ouvrier, dont le rôle est des plus délicats, surtout au moment initial de la mise en route d'une œuvre. Dépositaire en quelque sorte des intérêts des parties, déléguée patronale et en même temps chargée de présenter les desiderata ouvriers, la surintendante généralement accueillie avec une large confiance de la part des Etablis-

ments qui l'emploient, n'a pas toujours été vue sans quelque défiance par les Syndicats ouvriers. Trop enclins en effet, par l'attirance obscure de la lutte des classes, à ne voir dans toute initiative patronale qu'un mode détourné d'action, ils ont souvent craint de son apparition un affaiblissement possible de leur ascendant moral sur leurs troupes. L'expérience est venue démontrer l'inanité des craintes : nous verrons en particulier à l'étude des institutions de la C^{ie} du Chemin de fer du P. O., quels services peuvent rendre ces nouvelles auxiliaires sociales

Le succès découle pour une large part du mode même de recrutement des candidates formées maintenant par une des six écoles du Service Social qui existent en France, dont le type reste l'Ecole des Surintendantes, et qui est systématiquement très sévère. Dans cette dernière, sur trois cents postulantes au début, trente à peine étaient retenues.

L'obligation pour toutes d'avoir le certificat d'infirmières, les examens échelonnés tout le long de dix mois d'études consacrées surtout à la sociologie et à l'hygiène, des stages pratiques judicieusement choisis, donnent à la future élue l'assurance indispensable à l'exercice de ses fonctions délicates.

Le nombre, d'ailleurs, des diplômées, passé de trente au début à cent quatre-vingts en fin de 1928, commente plus éloquemment que tout le bien fondé des prévisions.

Les Infirmières visiteuses. — Moins bien placées que les Surintendantes au regard des questions touchant la vie de l'ouvrier à l'usine, les Infirmières visiteuses deviennent

particulièrement désignées pour connaître des questions touchant la pénétration du foyer.

Collaboratrices du médecin consultant, sur elles repose en grande partie le succès des mesures de prophylaxie et d'hygiène. Elles peuvent enfin, lorsqu'elles agissent comme agents d'un organisme centralisateur, tel qu'apparaît par exemple une Caisse de compensation, devenir l'organe spécial fondamental d'information et de distribution des secours. La lutte contre la tuberculose et la protection de l'enfance font surtout appel à leurs soins.

Soit directement en ce qui concerne le traitement des malades, soit indirectement en ce qui touche l'amélioration des foyers, l'Infirmière visiteuse est le trait d'union entre l'organisme protecteur et le protégé. C'est à elle qu'incombe avant tout le dépistage de la maladie qui s'installe, de l'arrêt de développement de l'enfant débile. A elle aussi est dévolu le rôle délicat de conseil dans mainte question touchant à l'intimité familiale. Souvent enfin lui est réservée la distribution discrète des secours immédiats, et toujours repose sur elle la tâche de l'action par l'aide morale.

Bien que dans les conditions du droit commun la fonction puisse être librement exercée et que les Ecoles de formation des Infirmières visiteuses ne soient soumises à aucune réglementation spéciale, l'Etat Français a tenu, en raison de l'importance du rôle de cette nouvelle auxiliaire, à lui apporter des garanties par l'institution du « Brevet de capacité d'Infirmière de l'Etat Français ».

Une scolarité de deux années effectuée dans l'une des 86 écoles spéciales ouvertes auprès des villes de Faculté

de Médecine, comprenant à côté de cours théoriques les stages individuels de pratique dans les Hôpitaux, Sanatoriums, Dispensaires ou autres Etablissements spéciaux, sanctionnée par des examens passés devant des jurys appartenant au corps professionnel universitaire, conduit au brevet de capacité.

Tel est en quelques mots le rôle et la formation de l'Infirmière visiteuse. Les maternités, les œuvres scolaires, l'assistance sociale des hôpitaux, le service de l'hygiène des tuberculeux, spécialisent pour leurs besoins un certain nombre d'entre elles. Nous verrons en étudiant les Caisses de Compensation, la portée exacte de leur activité.

L'Ingénieur social. — D'origine américaine, l'Ingénieur social est d'introduction récente dans quelques usines françaises, sans porter d'ailleurs généralement ce titre. Au courant des conditions du travail et des diverses fabrications de l'Usine, il veille à ce que l'ouvrier soit dans des conditions favorables d'hygiène, aussi bien à l'atelier que chez lui. D'âge et d'expérience suffisants pour avoir de l'autorité, il surveille les conditions du travail, présentant aux ingénieurs comme aux contremaîtres toutes suggestions qui peuvent paraître utiles. Auprès des ouvriers et des chefs, il estime à sa juste valeur le travail, tendant ainsi à un rendement supérieur. Chargé personnellement de l'embauche, il doit en quelque sorte jauger le postulant à admettre, le placer par ce premier contact dans une atmosphère de confiance, l'écarter si des conditions de santé, laissées à l'appréciation du médecin, paraissent le rendre indésirable.

A l'usine, l'Ingénieur social a voix consultative aux conférences périodiques des ingénieurs et chefs d'ateliers, touchant des conditions du travail, du taux des salaires, des discussions de prix avec les ouvriers. Il doit posséder une large culture « non spécialisée », connaître parfaitement les lois sociales, le Code du Travail ; il assure la liaison avec l'Inspection du Travail, discute des questions d'assurance et d'accidents du travail, suit de très près enfin les manifestations syndicales aussi bien que les conférences patronales. Il a la haute main sur l'enseignement des apprentis, tant en ce qui concerne les conditions dans lesquelles il est donné, que les matières mêmes sur lesquelles il doit porter

En principe, l'Ingénieur social est le délégué de la direction pour recevoir et étudier les réclamations ou doléances du personnel. Il étudie les cas qui paraissent dépasser la compétence ou les pouvoirs habituels des chefs directs ; — les cas d'appel à une décision hiérarchique ; — les cas particuliers ne ressortant pas du service ordinaire à l'usine, tels que pourraient être les questions de secours, d'allocations, de logements.

Il avise les chefs directs des suites données, en réfère à la haute direction pour les cas particulièrement importants pouvant soulever des questions de principe. Il dirige, hors l'usine, les manifestations de l'activité sociale patronale, logement, écoles, retraites, facilite enfin les rapports indirects de la famille et de l'usine.

Son rôle est donc, en somme, nettement différencié de celui de la direction qui se réserve essentiellement le côté technique et financier de l'entreprise.

Dans les firmes importantes où le nombre des ouvriers et la dispersion des ateliers pourraient rendre son action directe impossible, il s'adjoint des collaborateurs discrets : en particulier les Infirmières visiteuses et surtout les Surintendantes paraissent naturellement se rattacher à son service.

Nous avons dit qu'en France cet organisme était nouveau. Le Service Social existe bien, en fait, dans un certain nombre d'entreprises, où il a pris parfois une grande extension, comme nous le verrons plus loin. Les fonctions de l'Ingénieur social sont souvent réparties entre le chef du personnel et certains Ingénieurs des Services Centraux. C'est en particulier ce qui a lieu dans certaines grandes Compagnies de chemin de fer.

L'AIDE SOCIALE¹

PAR LES « CAISSES DE COMPENSATION »

Nous avons mentionné au début de cette étude l'existence des « Caisses de Compensation », rouages d'introduction assez récente, destinés à résoudre un certain nombre de problèmes nés de la guerre et dont l'acuité se faisait particulièrement sentir. Ce sont des organismes collectifs primitivement créés dans le but unique de répartir entre le personnel d'établissements en quelque sorte fédérés, les sommes provenant de versements patronaux, calculés forfaitairement, indépendants des salaires et proportionnels pour chaque maison au nombre des ouvriers employés.

Les ressources ainsi créées, distribuées sous forme d'allocations, apportaient à l'ouvrier chargé de famille un supplément de gain croissant proportionnellement aux charges, supprimant pour lui l'obligation impérative d'abandonner une maison pour une autre en vue de la recherche d'un travail momentanément plus rémunérateur; elles garantissaient en même temps l'employeur, tout au moins dans une certaine mesure, contre de tels départs éventuels, rendant ainsi sans intérêt pour lui l'éviction évidemment immorale mais qui eût pu devenir tentante, du chargé de famille par le célibataire.

L'initiative de ces fondations revient aux Etablissements Joya de Grenoble ; M. Romanet, le Directeur, en

trouvait le premier la formule, au début de 1918. Groupant un certain nombre d'Industriels de la région, il créait la rémunération familiale en attribuant à chaque enfant une quotité fixe. Les fonds nécessaires étaient obtenus par une contribution patronale, versement supplémentaire par tête d'ouvrier, le même pour tous. La répartition se faisait au prorata du nombre d'enfants.

Fonctionnement et développement des Caisses. — Les Caisses de Compensation, organismes régionaux, groupent, avons-nous dit, un certain nombre d'employeurs, constituant en quelque sorte des mutuelles patronales. La plupart abandonnant la forme corporative primitivement adoptée, recrutent leurs adhérents sans tenir compte de la diversité des professions. C'est ainsi, par exemple, que dans une des régions les plus actives de la France au point de vue industriel, la région de la Loire, nous voyons la Caisse des allocations familiales de Saint-Chamond et de la vallée du Gier grouper 30 établissements appartenant :

8 à la Métallurgie; 5 à la Teinturerie; 3 à l'Industrie chimique; 14 aux Lacets et Tresses.

Quelquefois, cependant, des sections corporatives subsistent. Les caisses se contentent en général de répartir trimestriellement les sommes perçues.

Qu'elles répondissent à un besoin réel, leur développement en fait foi; de 6 qu'elles étaient en 1920, leur nombre passait successivement à 160 en 1925 et 217 en 1928. Le nombre des salariés intéressés par les opérations dans le même laps de temps passait de 50.000 à 1.500.000; les allocations payées de 4 à 142, puis 260 millions de

francs. Et cependant, à l'heure actuelle, le quart ou le tiers à peine des salariés est touché par l'activité des Caisses.

Allocations familiales. — Les tableaux suivants, empruntés à une étude publiée par le Comité Central des allocations familiales de la Région Parisienne, à l'occasion de la Conférence Internationale du Service Social, indiquent comme allocations mensuelles :

Nombre d'enfants :	1	2	3	4	5	6
En 1922.....	17 »»	40 »»	67 »»	96 »»	126 »»	157 »»
En 1928.....	27 25	66 41	115 21	180 87	249 35	320 71

Elles correspondent, pour le manœuvre, aux majorations suivantes :

- 1 enfant : 4 % du salaire dans la Matallurgie.
9 % dans le Textile.
- 2 enfants : 10 % dans la Métallurgie.
19 % dans le Textile.
- 3 enfants : 40 % dans la Métallurgie.
63 % dans le Textile.

Voici, d'autre part, pour une région de la France qui possède un des bassins miniers et métallurgiques les plus importants, des chiffres de comparaison ; ils sont empruntés au règlement de la Caisse des Allocations familiales de Saint-Chamond et de la Vallée du Gier, et valables pour les enfants de moins de 13 ans :

1 enf.	2	3	4	5	6	7	8	9
15 fr.	45 fr.	100 fr.	200 fr.	300 fr.	400 fr.	500 fr.	600 fr.	700 fr.

On voit qu'ils sont sensiblement équivalents aux pré-

cédents, légèrement plus faibles pour les deux premiers enfants, un peu plus élevés pour les suivants.

A ces primes d'entretien viennent maintenant s'ajouter les primes de naissance, variant de 300 à 500 francs suivant les centres et les primes d'allaitement pouvant s'échelonner de 3 à 12 mois.

A titre d'exemple, nous indiquerons ici que la caisse précitée verse comme prime de naissance 250 fr. payables en deux moitiés : la première un peu avant la naissance, l'autre immédiatement après. Ses primes d'allaitement, d'autre part, sont de 375 fr. versés à raison de 75 fr. pour chacun des mois du premier trimestre, de 50 fr. pour les mois suivants.

A ces secours pour familles nombreuses qui ont d'abord été la raison d'être des Caisses et qui se traduisaient uniquement par une répartition de capitaux, sont venues s'ajouter depuis une série de créations nouvelles, celles-ci faisant surtout appel à la contribution médicale, dont nous allons parler : il s'agit des Services d'Hygiène, des Services d'Infirmières Visiteuses, des Consultations pré et post-natales ou spéciales, des Centres de cures, des Colonies de Vacances.

Service d'Hygiène : Le Service d'Hygiène vaut surtout, à l'heure actuelle, par l'activité des Infirmières Visiteuses, la question de logement qui semblerait au premier chef son fait, restant en réalité de second plan, sauf pour quelques entreprises spéciales dont nous parlerons, en raison de l'insuffisance des crédits alloués.

La Visiteuse est avant tout chargée de dépister la

maladie qui s'annonce, de guider les traitements entrepris, de prémunir les bien portants contre toute contagion imminente. Evoluant dans le secteur dévolu à son activité, elle doit diriger le sujet en prévention de maladie, que sa fonction lui aura donné de connaître, sur le dispensaire d'hygiène sociale où un examen méthodique pourra être entrepris. Elle est enfin chargée de parfaire l'éducation de celle qui vient d'être mère ou va bientôt le devenir et les résultats obtenus dans cette branche ressortent nettement des chiffres.

Natalité : Dans les centres indiqués ci-dessous, les proportions des naissances par rapport à l'effectif total du personnel et pour les familles contrôlées par les Caisses, a présenté la progression suivante qui met en évidence le progrès réalisé (les chiffres pour l'ensemble du pays restant sensiblement stationnaires aux environs de 30 0/0)

	Caisses de Paris	St-Quentin	Sens	Troyes	Calais	Dieppe	Soissons	Chauny
1926..	31,1 0/00	37,5	40	43	63	72	65	61
1927..	32,5 0/00	39	42	46	75	77	69	73

D'autre part, Mulhouse et Lille, centres de grosse industrie textile, donnent :

	Familles des Caisses	Familles n'appartenant pas aux Caisses
1926 : Mulhouse..	37 0/00	34 0/00
Lille.....	49 0/00	28 0/00
1927 : Mulhouse..	42 0/00	36 0/00
Lille.....	53 0/00	29 0/00

Mortalité infantile : On connaît les chiffres impressionnants de la mortalité infantile (enfants de 0 à 1 an).

Rapportée à 1.000 naissances, elle était en France, au cours de ces trois dernières années respectivement de :

89 0/00 en 1925 ; 97 0/00 en 1926 ; 83 0/00 en 1927

Les Caisses peuvent opposer à ces moyennes, les chiffres suivants nettement meilleurs :

51 0/00 ; 62 0/00 ; 54 0/00

représentant des gains de 38, 35 et 29 0/0.

Une Caisse comme celle de Maubeuge peut même, en 1927, opposer le chiffre de 10 0/0 relatif à ses assujettis, au chiffre de 63 0/0 pour l'ensemble de la population, soit un gain de 45 0/0.

Allaitement maternel : On connaît les efforts entrepris pour gagner la mère à l'idée de l'allaitement maternel, la mortalité infantile paraissant, à l'heure actuelle, due surtout à la gastro-entérite de l'enfant mis au biberon. Les Caisses se sont efforcées par des primes d'allaitement réparties sur des durées pouvant aller de 3 à 13 mois, d'inciter l'ouvrière à nourrir son enfant au sein. Le résultat de leur activité dans ce domaine se traduit par une augmentation de 15 % du nombre des femmes qui ont nourri les 3 premiers mois, la proportion de ces nourrices étant passée de 47 % en 1925 à 62 % en 1927; même dans les centres textiles où l'emploi de la main-d'œuvre féminine est généralisé, et où l'appât du salaire pousse la mère à ne point abandonner l'usine, la progression s'est affirmée, et l'on peut enregistrer par exemple :

A Vienne (Isère)	50 % en 1927	contre 35 % en 1926
A Armentières (Nord).	68 %	— — 56 % —

Maintien de la mère au foyer : Enfin l'attribution des primes de naissance a pu maintenir au foyer un nombre intéressant de mères de famille. Le nombre des femmes ayant, momentanément tout au moins, abandonné l'usine pour consacrer leur temps aux soins du ménage est passé par exemple dans un centre textile du Nord de 58 % en 1925 à 61 % en 1926. Le président de la Caisse des Allocations familiales de Vienne, signalait au 8^e Congrès de cette institution que le nombre des ouvrières mères, qui avaient abandonné l'usine, était passé de 12 % (proportion existant lors de la fondation des Caisses) à 30 à 35 % au début de 1928.

Il semble, en effet, que dans bien des cas, au-delà du second enfant, les primes de naissance et d'allaitement combinées à l'économie qui résulte de l'utilisation de l'activité de la mère au foyer, donne tous comptes faits à celle-ci un bénéfice supérieur au gain qu'elle pourrait réaliser à l'usine.

Les Cours ménagers : Un dernier domaine abordé récemment par les Caisses est celui de la vulgarisation des notions d'hygiène et d'enseignement ménager. Voici, d'après un récent rapport de M^{lle} Hardouin, directrice du Service Social de la Caisse de compensation de la région parisienne, comment est ordonné l'effort entrepris. L'enseignement, essentiellement pratique, perd tous les caractères qu'on lui donne dans les établissements scolaires.

En hygiène, il est insisté sur l'importance de la propreté corporelle, sur les soins à donner aux malades et surtout à l'enfant nouveau-né. L'attention est particulière-

ment appelée sur l'importance de signes habituellement négligés qui doivent inciter à appeler résolument le médecin.

L'hygiène de l'habitation porte sur la propreté, l'entretien et l'amélioration de l'intérieur : la question est directement liée à l'agrément de la vie au foyer, au resserrement du lien familial, à la lutte contre le cabaret et l'alcoolisme.

La couture porte sur le choix et la qualité des étoffes, le défaut du trop bon marché et du mauvais goût ; on incite des élèves à essayer de transformer les vieux vêtements et à en tirer parti par une utilisation judicieuse.

La cuisine enfin est enseignée par leçons pratiques de 3 heures, qui sont, paraît-il, particulièrement goûtées.

Quatorze cours furent ouverts au début, certains ouverts dans des écoles ou patronages, avaient gardé l'allure de l'enseignement post-scolaire, d'autres dans les foyers sociaux, les associations de familles ouvrières ou usines, s'adressaient plus particulièrement à l'ouvrière.

Ce sont surtout ceux-ci qu'il convient avant tout d'encourager et l'effort entrepris récemment vaut d'être signalé.

A Choisy-le-Roi, les ouvrières de trois importantes usines de la localité ont deux fois par semaine des cours de 17 à 20 heures. Les usines paient aux ouvrières qui les suivent leur heure de présence de 17 à 18 heures comme si elles étaient à l'atelier. La réussite a été telle que les cours ont dû être dédoublés et que les professeurs ont l'impression que beaucoup de leurs élèves, dépourvues de toutes notions pratiques à leur entrée, seront convenablement débrouillées en une année.

Le but visé est d'obtenir un rendement meilleur de la

valeur ménagère de l'ouvrière. Telle qui croyait par exemple faire fort convenablement un lit en y consacrant 10 minutes et un parcours de 34^m50, voit avec stupéfaction le même résultat atteint avec 3 minutes de temps et un parcours de 6^m40, ceci par application des méthodes de la Ligue d'organisation ouvrière. C'est là un exemple de Taylorisation bien comprise.

Enfin le point fondamental que cet enseignement vise à atteindre, est le redressement d'habitudes mauvaises. Qu'importe en effet le logement neuf ou la cité modèle si le taudis s'y réinstalle avec des occupants non éduqués. A quoi servent les soins d'un médecin si la mère ignorante en détruit les effets en ne donnant pas les soins journaliers. C'est donc en somme à un redressement d'éducation que s'efforce avant tout cette branche de l'activité de l'œuvre.

Logements et jardins ouvriers : Au moment où la nouvelle loi Loucheur va étendre le champ des possibilités dans ce domaine, nous indiquerons à titre d'exemple une réalisation progressive et récente due à quelques industriels d'Armentières (communication de M. Wecksteen, secrétaire de l'Association familiale d'Armentières au VII^e Congrès des Allocations familiales). Des prélèvements patronaux ont permis d'abord d'acquérir des terrains qui ont été remis ensuite à certains ouvriers des entreprises intéressées, pour la culture. Ces terrains achetés à des conditions favorables, ont été cédés ensuite à prix coûtant à ceux des occupants qui désiraient faire construire et qui ont pu, dans les conditions suivantes, faire appel aux œuvres :

Sur toute construction d'un prix global, inférieur, au

plus égal à 25.000 fr., la Caisse fait d'abord un don qui est uniformément de 3.000 fr. Soit alors A le prix que coûtera la maison ; la somme à procurer reste $A - 3.000$.

La Caisse fait alors à l'intéressé un second don qui est de 10 % des sommes qu'il apporte (qu'il peut se procurer par application de la loi Ribot ou par prêts). Le futur propriétaire a donc à déboursier une certaine somme X, déterminée par la relation :

$$X + \frac{10 X}{100} = A - 3.000$$

Prenons par exemple une construction de 15.000 fr.

On posera :

$$X + \frac{10 X}{100} = 15.000 - 3.000 = 12.000$$

$$\text{c'est-à-dire : } 11 X = 120.000, \text{ d'où : } X = \frac{120.000}{11} = 10.909$$

Le débours du futur propriétaire est donc inférieur à 11.000 francs pour cette construction de 15.000 francs. Les dons ont dépassé 4.000 francs.

Le résultat de cet effort se traduit par les chiffres suivants :

A l'achat des terrains, 150 jardins étaient distribués.

En 1925, début de l'œuvre, 8 maisons se construisaient sur les données ci-dessus; en 1926, 18 autres suivaient; 23 en 1927; 15 enfin étaient en construction au début de 1928; en sorte que le total atteint 64 maisons pour les seules trois premières années.

LES ŒUVRES SOCIALES DANS LES GRANDES FIRMES INDUSTRIELLES

SOCIÉTÉ MICHELIN ET C^{ie}

La Société Michelin, à Clermont-Ferrand, est une des premières qui ait donné une grande extension à ses œuvres sociales. C'est probablement, à l'heure actuelle, parmi les Sociétés privées, celle qui possède l'ensemble le plus complet de fondations apportant leurs encouragements aux ouvriers, aussi bien dans leur travail à l'Usine que dans leur vie familiale. Occupant dans le seul Centre de Clermont environ 18.000 personnes, elle a créé successivement à leur usage la « Participation » qui touche directement à l'activité professionnelle, les services médicaux, l'aide à la famille par les primes diverses, le Sanatorium, enfin les logements ouvriers, et quelques œuvres plus secondaires comme les Cours ménagers ou les Colonies de Vacances.

De la « Participation » nous dirons seulement qu'elle n'est point à proprement parler une « participation aux bénéfices » mais une attribution révocable de « parts » donnant droit en fin d'année à une somme déterminée : 130 francs actuellement. L'intéressé peut, sur cette somme, disposer du $\frac{1}{4}$ s'il le désire, les trois autres quarts étant obligatoirement inscrits à son compte, et portant intérêt annuel d'environ 8 % pour constitution d'un capital.

Le nombre des parts annuelles peut varier par intéressé de 6 à 10 et le montant des comptes, à 55 ans d'âge, atteindre de 29.000 à 48.500 francs. Les « Participants »

ont en outre d'autres avantages, en quelque sorte statutaires, qui modifient assez notablement leur situation de salariés, en leur assurant notamment une stabilité effective. A l'heure actuelle, environ 40 % des ouvriers sont des « participants ».

L'Aide médicale : Elle doit dans l'esprit de l'usine, résoudre le double problème de la prévention de la maladie et du traitement. Au premier revient les directives concernant une opération éventuelle ou des soins spéciaux à envisager, par exemple, dans les affections chroniques de longue durée. Au second la lutte effective contre la maladie.

Pour résoudre ces questions, le Service médical a créé les organes suivants : une consultation gratuite ; un service de renseignements spéciaux ; l'aide médicale et pharmaceutique ; l'indemnité de maladie. Les auxiliaires sociales sont ici, en dehors des médecins, une surintendante avec son adjointe et des visiteuses.

La Consultation gratuite : Elle est installée de telle sorte que le consultant n'ait pas la perspective d'une longue attente, perte de temps, donc d'argent pour lui ; qu'il ait d'autre part l'assurance que le médecin sera bon juge, soit d'une continuation de travail, soit d'un arrêt éventuel.

Fonctionnent actuellement :

— Une clinique médicale gratuite pour les consultations d'adultes, de nourrissons et d'enfants.

— Un dispensaire gratuit pour les consultations des voies respiratoires.

— Une infirmerie avec consultations journalières pour les soins des blessés.

— Une consultation de chirurgie avec salle de pansements.

Une maternité est à l'étude.

Le Service des Renseignements : Un agent spécialisé peut, après la consultation, donner en connaissance de cause tous renseignements d'ordre administratif touchant aux ressources médicales qu'offre la ville, aux conditions d'hospitalisation, aux cas d'espèce. Il procure en outre des recommandations particulièrement appréciées dans le cas où les traitements sont suivis dans certains établissements connus.

L'Aide Médicale et Pharmaceutique : La gratuité des soins et des médicaments avait d'abord été admise; l'expérience montrait bientôt qu'elle conduisait rapidement à l'abus, et surtout à de notables pertes pour gâchis. Aussi le principe de la participation du malade, qui assure maintenant 20 % des frais, est-il venu se substituer au précédent. Toutes les dépenses sont engagées par la maison; la contribution précédente n'est demandée à l'intéressé qu'après reprise de son travail, et dans des conditions en rapport avec sa situation présente.

Tous les ouvriers ont droit à ces soins médicaux et pharmaceutiques; pour eux-mêmes après deux mois de présence, pour leur famille (femme et enfants) après un an.

En vue de leur laisser toute liberté, ils ont actuellement le choix entre :

29 médecins de la ville (pour le personnel habitant Clermont-Ferrand) ;

29 médecins de banlieue (pour le personnel des environs ;

6 chirurgiens ;

15 spécialistes (yeux, nez, gorge, oreilles, voies urinaires, analyses, etc.).

Les soins dentaires sont assurés par 5 dentistes qui ont leur cabinet à l'usine.

Des infirmières garde-malades sont détachées auprès des grands malades; d'autres vont à domicile pour assurer les petits soins.

Enfin, dans certains cas spéciaux, les frais de séjour dans des cliniques ou villes d'eaux sont assumées par la maison.

L'Aide aux Familles nombreuses : Ici se place l'œuvre capitale de Michelin au point de vue social : sa croisade pour les familles nombreuses. La création de ses premières primes familiales qui se rattachent à cette idée, remonte à 1916, c'est-à-dire à peu près à l'époque où comme nous l'avons vu les mêmes préoccupations donnaient naissance ailleurs aux premières caisses de compensation.

Le résultat sont tels qu'ils ne se discutent plus aujourd'hui, tant en éclate l'évidence. Il est faux, comme le proclame Michelin, de prétendre que les Français ne veulent pas d'enfants ! On peut dès maintenant affirmer avec lui que le développement des familles nombreuses suit de quelque sorte automatiquement l'obtention de garanties

d'une vie acceptable. La démonstration résulte de l'exposé même des faits.

Il y a quelques années, dit-il, dans les usines de Clermont-Ferrand, 100 ménages d'ouvriers présentaient le tableau suivant :

62 sans enfant.

27 avec 1 seul enfant.

8 — 2 enfants.

3 — 3 — ou plus.

Une étude des conditions de vie dans la région conduisait à cette conclusion qu'un salaire capable d'assurer dans de bonnes conditions, l'existence normale d'une famille sans enfant ou avec un seul, permettant encore à la rigueur d'en élever deux, devenait nettement insuffisant à partir du troisième et plongeait dans la misère l'ensemble de ses membres au-delà.

Le remède consistait donc dans l'aide pécuniaire aux familles nombreuses, et un premier essai d'allocation était tenté.

Le montant qui s'applique aux enfants âgés de moins de 16 ans, est actuellement fixé au taux suivant :

1 enfant :	100	francs	par	mois,	soit	1.200	francs	par	an
2 —	200	—	—	—	—	2.400	—	—	—
3 —	405	—	—	—	—	4.860	—	—	—
4 —	540	—	—	—	—	6.480	—	—	—
5 —	675	—	—	—	—	8.100	—	—	—
6 —	810	—	—	—	—	9.720	—	—	—
7 —	945	—	—	—	—	11.340	—	—	—
8 —	1.080	—	—	—	—	12.960	—	—	—
9 —	1.155	—	—	—	—	13.860	—	—	—
10 —	1.230	—	—	—	—	14.760	—	—	—
11 —	1.315	—	—	—	—	15.780	—	—	—
12 —	1.375	—	—	—	—	16.500	—	—	—

Assurance en cas de mort : Un dernier point restait à régler : qu'allait devenir la situation de la famille en cas de mort prématurée du chef ? Michelin a voulu libérer son personnel de cette préoccupation angoissante et ici encore il a vu grand :

L'allocation que le père touchait de son vivant continue à être versée intégralement au profit des enfants jusqu'à ce qu'ils aient atteint l'âge de 16 ans, alors même que la mort proviendrait, non plus seulement d'un accident du travail (cas prévu par la loi) mais même aussi de maladie : c'est l'assurance donnée à l'ouvrier de l'avenir assuré de ses enfants.

Ce résultat est obtenu avec un sacrifice relativement assez faible de la part de la Maison, puisqu'elle déclare pouvoir couvrir ce risque par une prime de 82 centimes par ouvrier et par an.

Voyons maintenant les résultats :

Pour établir les statistiques, on a considéré la ville de Clermont-Ferrand elle-même et six autres localités des alentours où réside une partie du personnel : les familles y sont divisées en deux groupes : celui des « Familles Michelin », c'est-à-dire du personnel de l'usine, celui des « Non Michelin » englobant l'ensemble des autres.

Dans ces centres, la répartition est la suivante :

	Population		Naissance p. 1.000	
	Michelin	Non Michelin	Michelin	Non Michelin
Clermont-Ferrand ...	24.570	65.192	21,20 %	14,86 %
Beaumont	512	1.478	21,50 %	8,10 %
Aubière	889	3.136	28,10 %	7,34 %
Riom	817	9.024	30,60 %	14,70 %
Pont-du-Château	592	2.318	32,10 %	12,95 %
Lempdes	346	813	40,46 %	12,30 %
Cournon	461	1.249	52,06 %	10,40 %

Il naît donc à Cournon 52 enfants par 1.000 habitants dans les « Familles Michelin », alors que les « Non Michelin » voient cette proportion réduite à 10.

Quant à la progression du nombre des familles nombreuses elle est attestée par le tableau suivant :

En 1921, l'usine embauchait 431 ouvriers mariés.

En 1921, il y avait 232 enfants dans ces ménages, soit p. ménage 0,54

En 1922, — 348 — — — 0,80

En 1923, — 415 — — — 0,96

En 1924, — 507 — — — 1,17

Chaque ménage a donc eu en moyenne 1 enfant en trois ans.

Si l'on considère d'autre part que 15 de ces ménages seulement rentraient, au moment de l'embauche, dans la catégorie des familles nombreuses, c'est-à-dire d'au moins 3 enfants, on voit que trois ans après, ces mêmes 431 ménages présentaient 45 familles de 3 enfants ou plus.

Le nombre des familles nombreuses a donc ici triplé en trois ans.

Pour répondre à quelques objections relatives à l'établissement des statistiques, à celles en particulier que les ménages Michelin pouvaient être « jeunes » comparativement aux autres, le calcul a été repris en excluant de la population totale les habitants âgés de plus de 50 ans et de moins de 16 ans, on arrive ainsi aux chiffres suivants (Cournon) :

Population totale : 1.710 habitants.

Habitants de plus de 50 ans et de moins de 16 ans : 713.

Population (entre 16 et 50 ans)

Michelin : 277 habitants; ceux-ci ont eu 24 enfants.

Non Michelin : 486 — — — 13 —

Même avec ces restrictions, la natalité apparaît encore 3 fois plus forte chez les Michelin que chez les autres.

Primes de Naissance : A ces primes aux familles nombreuses dont nous venons de voir l'heureux effet, sont venues s'ajouter d'autres allocations dont le but est de remédier aux difficultés qui surgissent à la venue du nouvel enfant.

Tout d'abord les Primes de Naissance :

On a estimé que l'arrivée du 1^{er} enfant entraîne un certain nombre de frais non tous renouvelables pour les autres : layette, voiture, berceau. La prime est donc de 400 francs. Pour les enfants suivants, elle est ramenée à 250 francs. Il est en même temps délivré à la mère un « Nécessaire d'accouchement » fort apprécié des sages-femmes qui ont ainsi tout sous la main, et qui comprend entre autres, éther, alcool dénaturé, thermomètre médical, garnitures, coton, compresses, ampoules d'Ergotine, seringues et médicaments divers pour l'usage externe.

Primes d'Allaitement : Pour inciter ensuite les mères à garder leur enfant, des primes sont versées à celles qui nourrissent au sein. Elles sont de 60 francs par mois, et courent pendant les 12 mois qui suivent la naissance.

Exceptionnellement, elles peuvent être attribuées à des mères qui sont dans l'impossibilité d'allaiter au sein, sur justification médicale. Ces primes ne sont d'ailleurs pas versées à l'ouvrière qui sans raison plausible décide de mettre son enfant en nourrice.

Avantages divers : En outre des précédents, d'autres avantages ont été accordées aux familles nombreuses, en particulier touchant l'habitation. Nous signalerons dès maintenant qu'une réduction sur le prix des logements de 4, 5 ou 6 pièces leur est faite par la Société Anonyme des Habitations à Bon Marché Michelin; elle ressort des chiffres suivants :

Logements avec jardin

				4 pièces	5 pièces	6 pièces
Prix normal suivant type..	1.200 à	1.296		1.308	1.308	
Prix pour 3 personnes à charge..		1.128		»	»	
— — 4 — —	..	840		960	1.110	
— — 5 — —	..	»		840	960	
— — 6 — —	..	»		720	840	
— — 7 — —	..	»		»	720	

La Protection maternelle : On sait que la protection maternelle est théoriquement assurée par la Loi Strauss (17/7/1913) qui attribue des allocations journalières pendant les 4 semaines qui précèdent et les 4 semaines qui suivent l'accouchement, à condition que la mère s'abstienne de tout travail et observe les mesures d'hygiène nécessaires. En raison de la faiblesse des allocations accordées (0 fr. 50 à 1 fr. 50, plus 1 fr. 10 par jour), la question a été reprise par les Usines Michelin qui accordent une série d'avantages spéciaux à leurs ouvrières. Tout d'abord la protection de la mère elle-même est assurée par des modifications apportées aux conditions de son travail. Toute ouvrière qui a déclaré son état de grossesse est mise à un travail assis et peu pénible. Un atelier spécial reçoit d'ailleurs certaines d'entre elles.

Toute ouvrière qui a une grossesse anormale ou pénible est mise en congé prématuré et jouit des mêmes avantages que celle qui quitte son travail six semaines avant l'accouchement : il lui est versé à titre d'indemnité de chômage pour couches :

1° Une somme de 400 fr. si elle a interrompu un mois avant l'accouchement.

2° Une nouvelle somme de 400 fr. un mois après l'accouchement.

La question du versement du salaire intégral pendant cette période est actuellement à l'étude.

Toute femme, enfin, qui part pour ses couches et qui désire interrompre son travail à l'usine pour élever son enfant au sein, obtient si elle le désire, un congé d'un an à dater de l'accouchement, au-delà duquel elle est reprise à son ancien poste qui lui a été réservé. Elle bénéficie toujours pendant cette période d'absence, des avantages normalement assurés au personnel.

Chambre d'allaitement et crèche : Un certain nombre de mères ne pouvant rester un an sans travailler, l'Usine s'est efforcée de modifier les conditions de leur travail pour qu'elles puissent cependant, dans une très large mesure, faire bénéficier leur enfant de cette situation spéciale.

Il a été ouvert une salle d'allaitement où entrent, en principe, les enfants d'un mois à un an allaités au sein, et en outre une garderie pour enfants sevrés.

En cas d'allaitement insuffisant, du lait est mis à leur

disposition pour assurer le complément de la tétée : des bouillies enfin sont préparées pour l'enfant de 7 ou 8 mois.

Toutes les ouvrières qui allaitent travaillent de 7 heures à 11 heures et de 13 heures à 17 heures dans un atelier à proximité de la crèche, où elles sont assujetties à des occupations peu pénibles. Le temps qu'elles passent à la chambre d'allaitement ne leur est pas payé, mais ne leur est pas limité ; toutes en général désirent en user largement et c'est ici qu'apparaît une des caractéristiques de l'organisation.

Michelin a voulu faire de sa crèche une sorte de véritable école de puériculture. Les mères y sont appelées à donner, sous la direction d'un personnel expérimenté, le maximum des soins que réclament les enfants, en sorte que l'expérience acquise serve aux nouveaux enfants et aussi bien à l'entourage. Ce sont elles qui, le matin, donnent le bain, font la toilette des cheveux, du nez, des oreilles et ongles ; changent les langes. Le linge nécessaire est fourni et blanchi gratuitement par l'Usine. Chaque enfant a son trousseau numéroté.

Le bâtiment qui sert de crèche a été installé de la façon suivante :

Une grande salle y est aménagée, divisée en 36 box vitrés. Dans chacun un petit lit, un tabouret et une table à trois étages recevant le linge de rechange et les objets pour la toilette. Cinq baignoires, un pèse bébé et deux parcs suffisent à l'ensemble des petits habitants.

Une cuisine biberonnerie est annexée : elle possède un appareil de stérilisation pour 20 biberons, deux réchauds électriques et une glacière.

On y trouve en outre une lingerie, un séchoir et un vestiaire avec sacs individuels pour les habits des enfants. Un vestiaire spécial pour les mères, muni de lavabos et de porte-manteaux contient les sarreaux réservés à la crèche.

Un petit détail fait valoir le soin que l'on a pris de viser avant tout à une organisation pratique : la rusticité du matériel mis à la disposition des ouvrières nous avait frappé. Ici point de ces lavabos modernes à distribution d'eau chaude et d'eau froide, point de ces baignoires en émail, ni de ces robinets nickelés indiquant au visiteur le souci du tout dernier cri. De petites baignoires en zinc, des brocs et des cuvettes comme on en trouve dans tous les bazars, avec quelques réchauds et des casseroles pour faire chauffer l'eau.

Pas même un robinet d'eau courante. Sur la remarque que nous en fîmes, la distinguée surintendante qui voulait bien nous guider précisa que c'était voulu, afin que l'ouvrière, une fois chez elle, ne pût prétexter de l'absence d'outillage spécial pour abandonner les habitudes prises. Pour suivre individuellement les enfants, il est tenu attachement sur feuilles spéciales :

de renseignements sur sa famille,
de sa courbe de poids,
du tableau des selles.

Un registre spécial permet enfin de suivre pour chacun : la présence, les dépenses journalières, le blanchissage.

Le problème de l'habitation : Il s'est posé dès 1909, alors que les Usines prenaient leur essor et qu'il devenait

impossible de loger la population ouvrière à Clermont-Ferrand. Le but était en même temps que la suppression du taudis, de donner au ménage :

1° Un logement sain, qui fut donc assez spacieux pour éviter l'entassement, pas trop grand néanmoins, pour réduire la fatigue et la dépense.

2° Bon marché, pour pouvoir avec les capitaux disponibles réaliser le plus grand nombre de logements possible et n'exiger en même temps d'eux qu'un loyer très bas.

3° Adapté avant tout aux besoins de la mère et des enfants qui l'habitent d'une façon continue, alors que le père travaille à l'extérieur la plus grande partie de sa journée.

Pour cela, le logement type fut d'abord établi de quatre pièces avec ses dépendances et un jardin de 300 m² environ. Toujours l'eau sous pression, le gaz et l'électricité. Depuis des modifications ont été apportées en raison de l'importance numérique variable des familles, qui peuvent maintenant disposer de trois à six pièces, suivant leurs besoins.

Pour des raisons principalement d'ordre financier, la conception de maisons collectives avait d'abord été envisagée, évidemment plus avantageuse au point de vue prix de revient que la maison individuelle. Néanmoins, en raison de ses inconvénients, c'est la seconde qui est maintenant uniformément adoptée, en sorte que les immeubles de la Société Anonyme des Habitations à Bon Marché Michelin comprennent à l'heure actuelle :

3 maisons collectives comprenant ensemble 107 logements, 740 maisons individuelles comprenant ensemble 3.375 logements.

Ces 3.482 logements se répartissent d'ailleurs comme suit :

Logements....	2 p.	3 p.	4 p.	5 p.	6 p.	Total des pièces
Maisons collectives .	11	77	14	5	»	334
— individuelles .	28	430	2.805	109	6	13.847

La répartition en surface d'un logement moyen de 4 pièces est la suivante :

Cuisine	14 m ² 5	Annexes :	
1 ^{re} chambre.....	12 m ²	Cave	12 m ²
2 ^{me} —	14 m ² 5	W.-C.	2 m ² 6
3 ^{me} —	12 m ² 4	Buanderie	9 m ² 8
	53 m ² 4		24 m ² 4

Les logements de 5 pièces comportent une quatrième chambre de 12 m² environ.

Chaque logement possède un bac à laver et des W. C. Tous disposent de l'eau sur l'évier, du gaz, de l'électricité.

Les jardins ont une superficie de 200 à 400 m², ces derniers uniformément adoptés pour tous les logements construits depuis 1925. On estime qu'ils sont nécessaires tant pour la santé des enfants qui restent sous la surveillance constante de la mère, alors même qu'elle vaque à son travail, qu'à la production des légumes qui occupe agréablement les loisirs du père, depuis l'adoption généralisée de la loi de 8 heures. Des jardins plus importants, allant jusqu'à 800 m² sur les terrains actuellement disponibles et acquis en vue de l'extension future des habitations sont loués aux ouvriers qui en font la demande.

L'amélioration des prix de revient a été la conséquence directe de la taylorisation. La Société s'est organisée pour la construction de 500 maisons, et les opérations d'ensemble ont été décomposées en opérations partielles grou-

pant successivement le gros œuvre, l'exécution des intérieurs et les travaux divers.

Alors que jusqu'en 1920, le soin de la constitution des équipes, de l'approvisionnement en matériaux, de la détermination de l'outillage, des méthodes à employer et du temps à consacrer au travail, était laissé à l'initiative des chefs de chantiers, à partir de cette époque, ce travail de préparation a été confié aux ingénieurs de la Maison. Il est résulté de cette coordination d'ensemble un gain de temps dans l'exécution des travaux qui a varié de 11 % pour la pose de la charpente à 80 % pour l'exécution des travaux de zinguerie. Ce que l'on peut appeler l'équilibrage des équipes qui a permis de construire les immeubles à une cadence déterminée, sans qu'elles se gênent les unes les autres, et a permis d'utiliser des ouvriers devenus inoccupés par suite des retards fortuits dans les opérations d'autres équipes, a conduit aux remarques générales suivantes : alors qu'en 1920 il fallait 11.643 heures d'ouvriers pour construire un bâtiment, il ne fallait plus en 1926 que 5.548 heures pour exécuter le même travail.

Cette organisation pour l'ensemble de 500 logements n'a absorbé que 24 personnes : 8 s'étant occupées de la préparation du travail, contrôle et approvisionnement, 4 des travaux extérieurs et 12 des constructions sur place : le total des heures concernant cette préparation est de 460 par immeuble, soit sensiblement 8,3 % du temps de la main-d'œuvre nécessité par la construction ; et elles ont permis d'économiser environ 41 % du temps de la main-d'œuvre. On devine l'influence sur le prix de revient.

La lutte antituberculeuse : A côté de ces diverses œuvres, une nouvelle organisation est née, celle-ci s'adressant à ceux que la tuberculose a touchés ou menace. Elle comprend essentiellement le dispensaire avec son organisation de dépistage, ses maisons de convalescence et le sanatorium ; l'organisation d'ensemble a été confiée au D^r Stiassnie, ancien Interne des Hôpitaux de Paris.

Dispensaire : Il occupe actuellement un bâtiment spécial à un étage. Au rez-de-chaussée sont installés d'abord la salle d'attente et les bureaux : l'une pour l'infirmière-chef qui dispose des fichiers, l'autre pour les infirmières visiteuses. Ensuite deux salles d'examen : l'une pour la laryngologie, l'autre pour la radioscopie ; enfin une salle de pansements et un magasin où sont entreposés les petits objets nécessaires aux malades (crachoirs, désinfectants, etc.).

Au premier, deux cabinets de consultations accotés à la salle de déshabillage, un laboratoire et une salle spéciale pour la pratique des pneumothorax.

A proximité le local pour l'élevage des cobayes destinés aux inoculations.

Infirmières Visiteuses. — Elles sont au nombre de quatre, sous la direction d'une infirmière chef. Toutes ont été formées sur place, en raison des difficultés spéciales qui se sont rencontrées au début pour leur recrutement.

L'infirmière-chef en particulier, après avoir été mise au courant des questions touchant ses nouvelles fonctions a été détachée à Paris, d'abord au Dispensaire du D^r Kuss,

ensuite au Sanatorium de Bligny et d'Hauteville, où elle a pu parfaire son éducation technique spéciale.

L'intérêt de ce recrutement paraît résider dans le fait qu'il procure des visiteuses connaissant admirablement le milieu dans lequel elles sont appelées à exercer leur action, qui se trouve de ce fait notablement accrue.

Une automobile leur permet d'avoir un rayon d'environ 15 km. autour de Clermont, et facilite en outre l'accès à la consultation des malades fatigués ou des jeunes enfants. Elle permet enfin de surveiller efficacement des malades en situation de repos à la campagne, et qui attendent un lit dans le Sanatorium, tout en faisant comprendre à l'entourage la nécessité des mesures de prophylaxie et d'hygiène.

Maisons de Convalescence (1) : Elles sont au nombre de deux et jouent un rôle de premier plan à côté du Sanatorium qu'elles permettent de ne point encombrer. Elles reçoivent en principe des convalescents de maladies aiguës graves, les malades atteints de lésions discrètes, non évolutives, ou d'anciens pensionnaires de sanatorium ne présentant plus de bacilles dans les crachats, mais pour lesquels une baisse de l'état général impose un assez long séjour à la campagne.

Une cure de 3 ou 4 mois, à la fois de repos et d'air, soustrayant un malade en voie d'aggravation, au milieu généralement contaminé, en tout cas souvent insalubre ou surpeuplé qui lui est généralement imposé, le met dans

(1) Les installations du nouveau Sanatorium vont d'ailleurs permettre leur suppression,

des conditions favorables pour franchir une période difficile, et redonner à son organisme des conditions de résistance normale.

Sanatorium : Les maisons de repos destinées au rétablissement d'agents fatigués, deviennent insuffisantes lorsqu'il s'agit de tuberculeux en évolution. Ici une cure au Sanatorium s'impose.

La Maison Michelin s'est d'abord adressée aux établissements existants et a pu se réserver des lits dans un certain nombre d'entre eux. C'est ainsi qu'elle a successivement envoyé ses malades aux sanatorium Mangini, à Hauteville, que dirige le D^r Dumarest, d'Angeville, de Tronget, de la Guiche. Elle vient enfin de créer à Chanat-la-Monteyre, dans les environs de Clermont, un sanatorium destiné à recevoir environ 90 malades.

Frais de séjour : C'est toujours le principe de la participation réduite de la part du malade qui a été admise. Il supporte une quote-part des frais fixés d'après ses charges de famille, ses ressources, son ancienneté à l'usine. Elle est toujours minime et le remboursement s'effectue par légères retenues sur quinzaines. D'ailleurs, pendant toute la durée du traitement, une allocation est versée, partie au malade, partie à sa famille. En contre-partie de ceci, l'usine exige du malade l'assurance qu'il acceptera le séjour au Sanatorium, aussi longtemps qu'il sera jugé nécessaire par le médecin traitant : elle ne veut pas qu'une interruption sous des prétextes divers vienne compromettre un traitement en bonne voie et annuler rapidement les résultats acquis.

Au retour du sanatorium, une période de réadaptation à son travail est prévue. Tout d'abord, un repos d'un mois sert de transition entre la vie de plein air et la vie urbaine. Alors lui est procuré un premier poste peu pénible (surveillant ou magasinier de chantiers de construction par exemple). Plus tard, au bout de plusieurs mois ou d'une année par exemple, un travail plus sérieux, en rapport toutefois avec son état physique présent, lui est affecté dans l'usine.

Cette méthode a donné de bons résultats, et sauf un petit nombre de malades, qui ont vu la maladie évoluer, la plupart ont pu reprendre le courant d'un travail normal.

La politique sanitaire suivie pour les adultes a été appliquée aux enfants : l'usine dispose à cet effet de 15 lits de fondation à l'Hôpital maritime de Pen-Bron (Loire-Inférieure) où elle envoie les petits enfants porteurs d'adénites tuberculeuses, ou atteints de rachitisme et d'affections osseuses. La Société des Œuvres d'Hygiène et les familles se répartissent les frais de séjour.

Préventoria : A côté du Sanatorium, deux Préventoria ont pris place, destinés en principe aux enfants de deux à quinze ans.

L'un résulte simplement de l'aménagement à Escolore, d'une école de plein-air appartenant à la fondation Faucoy ; l'autre a été réalisée à Lapeyrouse, sur une propriété achetée dans ce but. Celui-ci est prévu pour 50 enfants.

Un bâtiment central loge personnel et enfants ; en annexe une école avec ses deux salles de classes ; une

ferme enfin qui procure à l'établissement lait, légumes et volailles.

La disposition de la maison est la suivante :

Au rez-de-chaussée, sont : salle à manger, cuisine et office, avec en plus un lavabos, une petite salle de pansement, la pharmacie, et le bureau directorial.

Au premier étage : deux dortoirs, l'un de 14 lits destiné aux tout petits ; l'autre de 8, aux enfants un peu plus grands ; deux baignoires et un lavabo y sont annexés.

Au second étage, un dortoir plus grand de 20 lits, destiné aux grandes fillettes, c'est-à-dire à celles dont l'âge varie de 10 à 15 ans. Elles disposent d'un service de douches, d'une salle de couture et de repassage.

Au troisième étage, une infirmerie de trois pièces. La Direction est confiée aux sœurs de Saint-Vincent-de-Paul.

Les enfants passent au Préventorium, au minimum trois mois. Cette durée est largement prolongée pour ceux dont les parents sont bacillaires et habitent des locaux insalubres. La vie s'écoule le plus possible au grand air ; les dortoirs, la nuit, sont largement aérés ; les classes se font croisées grandes ouvertes.

Tous les matins, bain ou douche.

Les enfants en bas-âge (au-dessous de 2 ans) sont placés chez des nourrices à la campagne, dans les environs de Clermont, et étroitement surveillés par des infirmières visiteuses qui notent et signalent le régime, le poids, les incidents divers.

Ecoles de plein air : A une vingtaine de kilomètres de Clermont-Ferrand, elles reçoivent les enfants des ouvriers

dont la santé nécessite un long séjour à la campagne ; celle qui s'occupe des garçons vise à leur donner une bonne instruction primaire, des éléments*de jardinage, des cours d'ajustage, de menuiserie, de maçonnerie et de peinture en bâtiment.

Les filles reçoivent en même temps que l'instruction primaire les notions indispensables à la bonne tenue de la maison.

Ces écoles reçoivent annuellement 120 enfants.

Cours post-scolaires : Ils sont suivis par environ 200 jeunes gens de moins de 18 ans, garçons ou filles. On s'efforce surtout de compléter par des cours les lacunes d'une instruction primaire généralement interrompue beaucoup trop précocement.

Ecoles d'apprentis : Elles reçoivent les fils d'ouvriers âgés de 13 à 15 ans ; l'apprentissage dure deux années, comprenant des cours théoriques, accompagnés de travaux manuels. Le travail est rémunéré, ce qui rend cet apprentissage moins onéreux.

Cours ménagers avec salaire payé : L'Usine vient enfin de tenter un essai qui s'adresse aux ouvrières d'élite, jeunes filles ou jeunes femmes nouvellement mariées, ayant de très bons services à l'usine, et qui représente pour elles une sorte de récompense pour la qualité de leur travail. Elles sont admises à suivre un mois, et pendant la totalité de la journée, des cours ménagers très appréciés, capables d'augmenter grandement leurs qua-

lités de femmes d'intérieur ; pendant toute la durée de cet apprentissage spécial, l'intégrité de leur salaire continue à leur être versé. •

Coopérative d'alimentation : Une coopérative d'alimentation a été fondée, qui compte actuellement près de 15.000 adhérents ; le restaurant, dont une partie est réservée aux femmes, prend des pensionnaires au mois pour un seul ou pour tous les repas ; il sert d'ailleurs des repas à la carte suivant le système du plateau.

Il est arrivé à pratiquer des prix relativement bas, en comparaison de ceux des établissements ordinaires de la ville.

Association Sportive : La Société sportive a été créée dans le but d'arracher d'abord au café nombre de jeunes gens qui, faute de dérivatif approprié, sont incités à passer leurs instants de liberté à boire, à fumer ou à jouer ; ensuite à développer chez eux, en quelque sorte automatiquement, avec le goût et la pratique des exercices physiques, à la fois le corps et la volonté. Un stade pour jeux en plein air a donc été créé, auquel ont été annexés : salles de culture physique, bains, douches et piscine. Les sports ont passionné les adhérents, la santé s'est améliorée en même temps que l'esprit d'équipe influait très heureusement sur le caractère et sur le moral. Plus de deux mille adhérents sont venus à la Société, qui dispose actuellement :

de 3 salles (dont une salle d'agrès), d'un terrain et d'une salle de douches, pour la culture physique.

de 4 courts pour tennis.

de 3 terrains pour football (5 équipes).

d'une salle spéciale pour la boxe et la lutte.

En outre d'une piscine couverte avec douche, et où la natation est enseignée.

des terrains pour jeux de boule.

d'une salle des Fêtes.

Une section de pêche a été fondée, qui prend en location deux étangs et des lots de rivière.

Un jardin familial, qui procure à ses adhérents matériaux de jardinage, plantation, etc... et donne des conseils.

Récemment viennent d'être installées des Bibliothèques et des Salles de jeux avec cinéma. Enfin, une Maison d'accueil reçoit les jeunes filles seules n'habitant pas dans leur famille à Clermont, et leur fournit pour des prix tout à fait avantageux des chambres confortables et la pension.

Telle est en raccourci l'œuvre de la Société Michelin. Il semble qu'elle présente à l'heure actuelle le tableau le plus complet des initiatives prises par une entreprise privée en vue de l'amélioration des conditions de vie de son personnel ; et c'est la raison qui nous a conduit, sinon à développer longuement, du moins à signaler avec le moins d'omissions possible, l'ensemble des créations de cette Maison.

LES ÉTABLISSEMENTS SCHNEIDER AU CREUSOT

Les Etablissements Schneider et C^{ie} représentent à l'heure actuelle la firme métallurgique la plus importante de France. A leurs usines du Creusot, antérieurement dépendances des Départements de la guerre et de la Marine, où se fabriquaient canons, projectiles et lest des navires, et devenues en 1836 propriétés de MM. Joseph et Adolphe Schneider, maîtres de forges à Bazeilles, sont venus successivement se réunir d'importants établissements industriels ou filiales, Ateliers du Havre et du Hoc, en Normandie, Usines de Champagne-sur-Seine, de Châlons-sur-Saône, d'Hyères et de Creux-Saint-Georges, Chantiers et Ateliers de la Gironde à Bordeaux. Beaucoup de ces usines, extrêmement importantes, présentant des conditions d'exploitation très différentes, les œuvres de la Société ont dû tenir compte des circonstances variables et s'y adapter. Les Etablissements du Creusot, noyau primitif des Etablissements de la Société, s'étant étendus d'une façon continue depuis près d'un siècle et restant les plus importants, c'est sur eux, à l'exclusion des autres, que va se porter notre attention, et ils nous permettront de suivre les transformations continues des œuvres sociales.

Leur développement fit l'objet, déjà, d'un premier rapport lors de l'Exposition Universelle de 1867. A cette époque, où les préoccupations concernant l'amélioration du sort des travailleurs ne s'appuyaient point encore sur des vues précises, le Creusot pouvait déjà présenter un important tableau de réalisations effectives.

Alors que l'enseignement public n'est point encore

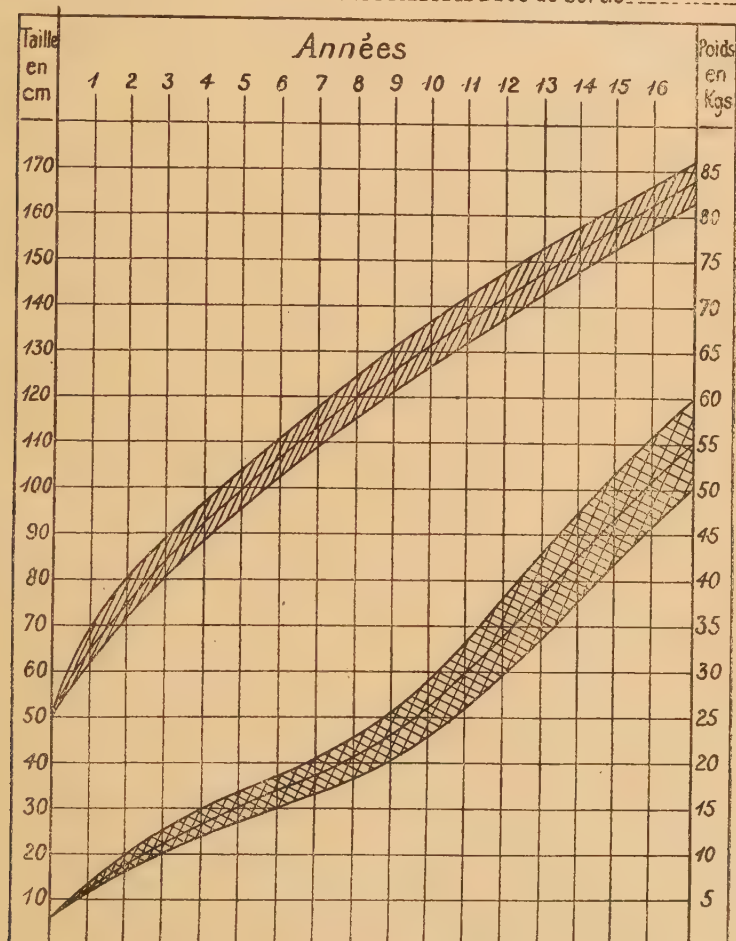
Schneider & C^{ie}

Maison de Famille

N^o _____

Nom et Prénoms _____ Date d'entrée _____

Date de naissance _____ Date de sortie _____



Inspection Médicale

ně le

(élémentaire -

Date d'entrée aux Ecoles { préparatoire ...
 spéciales}

Absences pour raison de santé

du	au	Mala die	Médecin

[illegible]

obligatoire, l'Enseignement professionnel et technique y est déjà donné dans une école possédant 9 classes et où sont enseignées, avec la langue, l'histoire, les mathématiques, la physique et la chimie. La rétribution mensuelle, qui sera d'ailleurs supprimée totalement par la suite, est infime : 0 fr. 75 par mois pour les enfants des ouvriers ; 1 fr. 50 pour les autres.

La gratuité, d'ailleurs, est accordée si nécessaire. De 1861 à 1867, la proportion d'illettrés au Creusot est de 9 % contre 31 %, moyenne de la France à cette époque.

Des maisons ouvrières sont édifiées ; la Cité de Ville-dieu s'élève, construite sur le principe de l'entier isolement des ménages ; 25 hectares de terrains, divisés en 700 jardins, sont loués à raison de 2 francs par an aux ouvriers.

Pour encourager le goût de l'épargne et de la propriété, la vente de terrains « à bon marché » est pratiquée, en même temps que la livraison de matériaux ; des architectes de l'Usine sont même mis à la disposition des intéressés qui veulent faire construire. L'Usine a fondé en outre des Caisses de Retraite et de Secours, l'assistance médicale et pharmaceutique gratuites. Un asile pour les veuves âgées sans ressources, enfin un Hôpital pour les blessés.

Depuis cette époque, les œuvres, sans changer de caractère, se sont adaptées aux conditions nouvelles et aux lois touchant la réglementation de l'enseignement, de l'hygiène, de la sécurité, ainsi que des conditions du travail. L'enseignement professionnel supérieur qui arrive à atteindre presque le niveau de l'Ecole Centrale et auquel

accèdent, au concours, les meilleurs éléments des classes, l'inspection médicale scolaire, l'enseignement ménager, sont créés. Incidemment, et puisque nous signalons les Ecoles, nous noterons la feuille d'Inspection médicale des jeunes gens dont nous donnons ci-après un aperçu. Le graphique des tailles et des poids indiquant des « zones moyennes » pour les valeurs normales de ces éléments, présente la particularité intéressante d'avoir été dressé par les médecins du Creusot au moyen d'indications tirées des éléments humains de la région. Ils échappent ainsi aux critiques que l'on peut être amené à faire de graphiques plus étendus mais nécessairement moins exacts. Signalons enfin l'importance de l'examen médical au moment de l'admission du personnel. Tout agent, quelle que soit la catégorie à laquelle il appartient, ouvrier titulaire, auxiliaire, journalier, passe avant embauchage une visite médicale détaillée, simplifiée d'ailleurs pour les élèves sortant des écoles dont nous venons de parler et qui présentent leur fiche sanitaire. En même temps que l'état général, est examinée l'aptitude physique qui permet d'approprier l'individu au travail. Sur demande ultérieure, des changements de service pour raison de santé sont d'ailleurs admis, mais seulement sur nouvelle visite.

Au point de vue puériculture, le D^r Variot signale dès janvier 1905 dans un rapport à l'Académie de Médecine, les résultats remarquables pour l'époque, obtenus dans la lutte contre la mortalité infantile. Alors qu'elle est pour l'ensemble de la France de 16 % environ, atteignant dans certaines villes industrielles de 20 à 25 %, elle tombe au Creusot à 8 %.

Le Professeur Pinard peut dire à ce moment : « Le facteur capital, tout puissant, qui au Creusot empêche les enfants de mourir dans la première année, c'est l'élévation des salaires qui permet aux femmes de se consacrer librement à leur mission maternelle. Plus de 80 % allaitent leur enfant ».

Un congé d'un an est octroyé aux jeunes mères sur leur demande, sans qu'elles perdent leur droit d'ancienneté, et un poste au moins équivalent à celui qu'elles occupaient leur est rendu à leur rentrée.

La mortalité infantile est actuellement de 4 % environ.

En raison de la diversité des œuvres que nous venons rapidement de signaler et aussi du but un peu spécial que nous nous sommes proposé, nous examinerons seulement dans l'ensemble des fondations du Creusot celles qui relèvent d'une manière plus marquée des directives médicales : en premier lieu les œuvres concernant l'enfant, maisons de famille, écoles, cours ménagers ; ensuite les organisations générales concernant l'hygiène et ce qui touche aux logements ; enfin celles qui s'adressent aux malades et blessés, conçues ici d'une façon toute spéciale, puisqu'elles gravitent autour de l'Hôtel-Dieu, fondation extrêmement importante du Creusot, qu'une Maternité vient tout récemment de compléter. En ce qui concerne les vieillards, nous examinerons rapidement les Maisons de retraite.

La Maison de famille : Elle a été fondée en 1908 par M^{me} Eugène Schneider qui l'a installée dans son domaine de la Couronne, transformé à cet effet. Elle comprend la maison d'habitation à deux étages, au milieu d'un parc de

5 hectares planté d'arbres, et où des pelouses ont été aménagées. Dans ce parc deux salles de récréation pour les jours de pluie, l'une destinée aux garçons, l'autre aux filles. Y sont recueillis et élevés les enfants de veufs ou de veuves dont le père appartient ou a appartenu pendant sa vie à l'usine. On n'y garde les enfants que dans la mesure où le père et la mère ne peuvent s'occuper d'eux, et lorsqu'ils sont assez grands ils quittent l'établissement le soir pour passer la nuit sous le toit familial. Les parents peuvent, s'ils le désirent, garder les enfants du samedi soir au lundi; en principe l'âge d'admission est de 2 ans. Pratiquement sont acceptés les tout petits, dès qu'ils sont assez forts pour marcher. Tout à fait incidemment sont admis, mais pour une très courte durée, certains enfants dont la mère, gravement atteinte, a dû être hospitalisée momentanément à l'Hôtel-Dieu.

En raison même du recrutement, ces enfants sont en général délicats; souvent l'alimentation pour eux a été défectueuse; beaucoup semblent prédisposés aux bronchites ou à des affections plus graves. Très rapidement l'amélioration est notable.

Le contrôle médical est constant : chaque semaine les enfants sont vus; en cas de préoccupation sérieuse, le chef du service de l'Hygiène est alerté. Chaque sujet a son dossier; tous les trois mois les renseignements de la toise et de la pesée sont notés; ils sont consignés sur un graphique dont le modèle a été reproduit ci-dessous.

Depuis sa fondation, c'est-à-dire en 20 ans, environ 800 enfants sont passés par la Maison de famille.

L'alimentation fait l'objet d'une surveillance suivie.

Au-dessous de 18 mois, lait et bouillie lactée.

De 18 mois à deux ans, on ajoute bouillon de légumes, purée de lentilles, œufs à la coque et confitures.

A deux ans : quelques cervelles ou riz de veau.

A partir de quatre ans, premières viandes grillées.

A six ans seulement, alimentation courante.

Les règles d'hygiène corporelle sont strictement appliquées. Jusqu'à deux ans, bains journaliers; au-delà, trois fois par semaine. Enfin, pour préparer aux occupations du ménage, la propreté et la tenue du logement, même la préparation des aliments, fournissent matière à toutes petites corvées accomplies avec l'émulation du jeune âge, et qui développent inconsciemment l'initiative et le sentiment de la responsabilité.

Au point de vue médical, rien n'a été négligé.

Le rez-de-chaussée est destiné aux bébés. Leur dortoir contenant 11 berceaux ou petits lits est sous la surveillance d'une garde en communication par téléphone avec la direction. Une salle de jeux avec bancs, balustrade, promenoir, tables et fauteuils à l'échelle des occupants, les reçoit une partie de la journée.

La salle de toilette et de bains possède des baignoires en émail montées sur pieds pour les mettre à hauteur de table et faciliter la tâche aux baigneuses. De minuscules W.-C. à chasse d'eau et à siège viennent compléter l'installation.

Une salle à manger et le bureau achèvent cet ensemble.

Les 1^{er} et 2^e étages sont réservés aux « dortoirs des grandes ». Au nombre de 6, ils ont chacun 6 lits au maximum. Une chambre de garde possédant des regards

vitres permet une surveillance facile. Un lit vide est réservé dans cette chambre à toute enfant indisposée qu'il conviendrait de mettre momentanément en observation.

Deux salles de bains et une salle de travail et de couture sont annexées aux dortoirs.

Ecoles ménagères : De fondation récente (1906), elles sont destinées à donner aux jeunes filles des familles d'ouvriers l'ensemble des connaissances journalières constituant cette science du ménage dont Montaigne signalait déjà qu'elle est pour la mère de famille « la maistresse qualité que l'on doit chercher avant toute autre, comme le seul domaine qui sert à ruiner ou sauver nos maisons ».

Elles comprennent 3 degrés d'enseignement : le premier réservé aux fillettes de 13 à 15 ans : le second aux adultes de 16 ans et au-dessus; le troisième enfin aux jeunes filles et aux jeunes femmes dont le temps est restreint; il consiste en causeries ménagères qui ont lieu deux fois par mois le dimanche. Les cours du 1^{er} degré ont une durée de deux ans. Ils ont lieu tous les jours, donnant lieu à deux séances de trois heures chacune. 24 élèves au maximum sont admises. Un diplôme est délivré en fin d'études et une exposition annuelle stimule le zèle.

Les cours d'adultes n'ont lieu qu'une fois par semaine et durant une année.

Le programme développe les notions d'économie domestique, comptabilité, hygiène, horticulture. Les leçons pratiques portent sur la cuisine, le raccommodage, le lavage, la confection du linge et des vêtements. Les élèves sont réparties par équipes de 8 au maximum. Celles qui ont à

tour de rôle à s'occuper de la cuisine sont chargées des achats sur les divers marchés de la ville.

Hygiène : Le Service de l'hygiène des usines du Creusot est placé sous la direction du médecin en chef de l'Hôtel-Dieu, qui reçoit de ce fait les attributions complémentaires d'un véritable Inspecteur du Travail. L'embauchage des ouvriers sur visite médicale, la répartition des postes suivant les aptitudes physiques, les changements d'affectation pour raison de santé sont évidemment au premier chef de son ressort. Il s'occupe en outre de tout ce qui concerne la désinfection, le chauffage et la ventilation des locaux, les dispositions spéciales relatives à la lutte contre les fumées et les poussières.

Une commission dite « du logement insalubre » surveille les cités ouvrières et les logements isolés. Tout immeuble nouvellement acheté est objet d'un examen particulier; toutes réclamations du personnel au sujet de logements loués sont l'objet d'examen spécial. Au point de vue prophylaxie des maladies infectieuses, tout cas suspect est signalé et donne aussitôt lieu aux mesures de désinfection qui s'imposent. Pour l'hygiène individuelle, des piscines ont été créées ainsi que des bains douches.

Habitation : Le problème de l'habitation ouvrière s'est posé au Creusot de longue date. Un plan du XVIII^e siècle montre en effet pour les ouvriers de la Fonderie Royale un ensemble de 3 bâtiments construits au voisinage des usines.

L'un d'eux, simple rez-de-chaussée, comporte seule-

ment 12 logements à pièce unique ; deux autres à un étage présentent des logements plus grands. Un vaste terrain annexé est divisé en petits jardins ouvriers.

En 1837, au moment où l'Usine passe aux mains des Schneider, une centaine de logements existent.

Les habitations que l'on construit alors sont du type des grands bâtiments communs ; elles font place vers 1860 aux habitations plus petites comportant encore 4 logements pour chacune ; enfin vers 1865 apparaît la maison indépendante, développée à ce moment à la Cité de Ville-dieu, qui en voit s'édifier 105, et à la Cité de Saint-Eugène.

Toutes les maisons récentes sont du type à locataire unique avec jardin et dépendances. Enfin nombre de pavillons entourés de jardins comprennent, mais complètement isolés, les logements de deux familles ; quelques-uns 4 logements, toujours tout à fait indépendants.

Le nombre de pièces y varie suivant la composition des familles : ceux de 2 pièces sont réservés aux ménages sans enfant ou qui n'ont que des garçons ou des filles. Ils comprennent une chambre et une pièce commune, celle-ci servant en même temps de cuisine et de chambre pour les parents.

Les familles plus nombreuses ont des logements de 3 et 4 pièces.

Les maisons sont blanchies extérieurement tous les 2 ans ; réparées intérieurement tous les six. Elles sont louées à tarif très bas et attribuées, en raison de l'importance des demandes, suivant un classement qui tient compte des facteurs suivants :

Temps de service à l'Usine, enfants célibataires tra-

vaillant à l'Usine, enfants célibataires travaillant ailleurs, enfants infirmes, parents à charge, ascendants ayant travaillé à l'Usine, blessures ayant laissé une infirmité ou diminué la capacité de travail, travail alternatif de jour ou de nuit, note sur la valeur professionnelle de l'ouvrier.

Les tableaux de classement pour ces attributions sont affichés.

Les jardins ont des superficies variant de un à six ares. En vue d'encourager la culture, des visites annuelles sont organisées, avec distribution de prix en espèces, représentant une valeur supérieure à la location du jardin.

Le service médical (en dehors de l'Hôtel-Dieu) : Les secours médicaux étaient, à l'origine, assurés par la Caisse de Prévoyance fondée dès 1838 et alimentée alors partie par l'Usine, partie par une retenue de 2 % sur les traitements et salaires du personnel. En 1861, un médecin en chef assisté de deux médecins pour la ville et d'un pour la campagne, assuraient le service. Dès 1872, le système devenait nettement insuffisant et l'usine, après liquidation de la Caisse, décidait de prendre le service entièrement à sa charge.

A dater de ce moment, l'organisation devient la suivante :

Chaque agent reçoit une carte d'identité et un livret médical sur lequel sont inscrits les membres de sa famille susceptibles de bénéficier du service (femme, enfants de moins de 15 ans, enfants plus âgés mais encore aux Ecoles Schneider, parents et beaux-parents, habitant avec lui et à sa charge).

Les titulaires ont droit aux consultations journalières auprès du médecin de leur circonscription et aux consultations chirurgicales de l'Hôtel-Dieu. Toute affection sérieuse exigeant la chambre ressort du médecin consultant qui vient au domicile.

Quatre médecins se partagent alors les 4 circonscriptions du Creusot ; 6 autres ont la banlieue.

Pharmacie : Toutes les ordonnances, en principe, sont exécutées à l'Hôtel-Dieu. Exceptionnellement, pour les urgences et pour les malades éloignés, appel peut être fait aux pharmaciens locaux qui sont remboursés par l'Usine. Dans tous les cas la gratuité est assurée aux ouvriers et le montant total des médicaments délivrés annuellement est de l'ordre du demi-million.

Service de garde-malade : Il est assuré, tant de jour que de nuit, par des religieuses Franciscaines de Montfaucon-en-Velay, qui sont mises à la disposition des intéressés à titre absolument gratuit : leur rôle est en même temps de s'occuper des enfants en lieu et place des parents malades.

Maladies professionnelles : La nature des travaux dans l'industrie métallurgique n'entraîne pas en général de maladies professionnelles proprement dites. Toutefois, des usines de charbon se trouvant rattachées aux usines, le service sanitaire a eu à s'occuper de l'ankylostomiase. Lors de la découverte de l'origine de cette maladie, l'examen sanitaire montrait en effet qu'un nombre considérable des mineurs étaient atteints : 25 % au Creusot.

A la suite des mesures énergiques de prophylaxie, 80 % des malades guérissaient rapidement ; d'ailleurs, l'affection se révélait ici comme relativement peu grave et les cas d'anémie étaient inexistants.

La maladie peut être maintenant considérée comme à peu près disparue.

Premiers soins aux malades et blessés : Une organisation permanente de premiers secours a été organisée avec la création d' « Ouvriers infirmiers » et de « Postes de Secours ».

Les ouvriers infirmiers sont choisis parmi les agents intelligents faisant preuve d'une dextérité convenable. Un stage à l'Hôtel-Dieu sous la direction de médecins et chirurgiens, leur permet d'acquérir les connaissances médicales élémentaires touchant en particulier l'hygiène et l'asepsie, indispensables à leurs fonctions. Ils sont alors pourvus de travaux dépendant des postes sédentaires. Des règlements précis fixent les règles à suivre en présence d'accidents professionnels ou autres : blessures, hémorragies, fractures, syncopes, asphyxie. Ils disposent de pansements aseptiques et doivent, hors le cas d'accidents tout à fait bénins, prévenir immédiatement un médecin désigné.

Les Postes de secours — un ou deux par service — sont toujours à proximité du centre de travail. Installés dans une petite salle à parois lavables, ils renferment une armoire à médicaments et pansements, un lavabos et une table. Dans une salle attenante, une voiture d'ambulance à bras, bien suspendue, permet le transport immédiat à l'Hôtel-Dieu, solution regardée, au point de vue de la

rapidité, comme préférable à celle de l'auto, commune à divers service et garée à un poste central.

D'autres usines de la Compagnie, moins importantes que le Creusot, et qui n'ont pas par suite à leur disposition la ressource de l'Hôtel-Dieu dont nous parlerons tout à l'heure, ont un Poste de Secours amplifié, devenu Infirmerie, avec salles de pansement, de consultation et même d'opération pour les cas d'extrême urgence. Un médecin de l'Etablissement vient régulièrement plusieurs fois par semaine y faire les pansements, ce qui dans bien des cas permet à certains blessés de ne pas interrompre leur service.

Le Service hospitalier au Creusot : l'Hôtel-Dieu : En 1737 est fondé l'hôpital de Montcenis, près de la fonderie Royale. Il comprend en 1786 4 salles et 2 salons, avec 32 lits dont 8 sont une fondation de l'usine. En 1837, alors que les Etablissements viennent de passer aux mains de MM. Schneider et que la ville possède 3.117 habitants, les nouveaux possesseurs établissent leur première Infirmerie ; celle-ci remplacée en 1845 par une Infirmerie-Hôpital, doit bientôt s'agrandir et comprend en 1863 un bâtiment à deux étages, de 62 mètres sur dix, avec 20 lits, salle d'opérations, pharmacie, bains et lingerie. En 1879, alors que la population dépasse 27.000 âmes, est ouvert l'Hôpital de la rue Chaptal avec une organisation beaucoup plus importante et qui doit cependant, 15 ans plus tard, céder la place à l'Hôpital actuel. Celui-ci, Hôtel-Dieu dont nous allons parler, agrandi encore en 1911, et qui constitue l'ensemble le plus perfectionné que nous

ayons encore eu l'occasion de voir à ce jour, a coûté à lui seul plus de 2.350.000 francs ; la Maternité qui lui a été adjointe est venue grossir ce chiffre de 1.150.000 francs. Dans ces dépenses ne figurent pas d'ailleurs la valeur d'achat des terrains, qui couvrent 6 hectares.

Il a été, en principe, créé pour le personnel de l'Usine ; en raison toutefois des liens qui rattachent en fait, d'une façon plus ou moins directe, l'immense majorité de la population aux Etablissements Schneider, il fonctionne, grâce à des dispositions spéciales, comme hôpital de ville. Des conventions passées avec la Compagnie des Chemins de fer du P. L. M. et avec l'Administration de la Guerre, permettent en outre d'y admettre leurs ressortissants de la région blessés ou malades.

Il dispose de 275 lits répartis comme suit :

Chirurgie : hommes, 34 ; femmes, 20.

Médecine : hommes, 86 ; femmes, 28.

Maternité : 22 ; chambres d'isolement, 18.

Pavillon Antoinette : 22 ; Pavillon des contagieux : 12 ; Lits d'enfants : 21.

Salle militaire : 12.

Le nombre des malades hospitalisés varie annuellement de 2.000 à 2.400 et les journées d'hospitalisation atteignent de 50 à 60.000.

Les frais, lorsqu'il s'agit du personnel des usines, sont entièrement à la charge des établissements Schneider. Les malades de l'Assistance départementale payent actuellement 11 fr. 50 par jour en médecine et 12 fr. 50 en chirurgie. Les particuliers hospitalisés à leurs frais payent suivant la classe 13 fr., 18 fr., ou 30 fr. par jour. Ces

derniers, en chambres particulières, présentant un confort qui peut supporter la comparaison avec les cliniques privées les plus brillantes ; ils peuvent en outre être accompagnés d'une personne de leur choix logée à côté d'eux et nourrie dans l'établissement aux conditions du tarif.

Voici maintenant les dispositions d'ensemble :

Un bâtiment principal de 86 mètres de longueur, est flanqué à ses extrémités de 2 ailes en retour de 28 mètres. L'édifice comprend, en dehors des sous-sols, un rez-de-chaussée et 2 étages où sont installées les salles.

Le rez-de-chaussée comprend, avec le bureau de la Supérieure, le réfectoire pour les valides, les cuisines, les dépendances, les salles d'opérations, de pansements, de blessés et quelques chambres à 2 lits. Les ailes sont occupées par des salles de malades.

Au premier et au second étage sont les salles de malades, le dortoir pour le personnel, les magasins, le grenier, le fruitier.

Enfin sous le comble du dôme central sont installés les réservoirs filtrants, d'où l'eau se rend aux divers bâtiments.

Salles de malades et de blessés : Les salles des ailes comprennent deux rangées de lits et sont largement éclairées par des croisées à double fenêtre, surmontées d'impostes à chassis mobile. Ces ouvertures ont 3^m60 de hauteur sur 1^m50 de large. Lorsque les salles sont complètement occupées, chaque malade dispose d'un cube d'air de 48 mètres. Les salles communes du bâtiment central ne comprennent qu'une rangée de lits et ne reçoivent la

lumière que d'un seul côté ; mais chaque malade dispose ici de 55 à 60 mètres cubes.

Chambres d'isolement et chambres particulières : Elles sont toutes à deux lits, pour permettre aux malades d'être accompagnés.

En annexe, des cabinets d'infirmiers sont disposés pour la surveillance commode des salles groupées deux à deux ; une tisannerie, des salles de bains, lavabos, W. C. desservent chaque étage.

Le chauffage se fait par radiateurs à eau chaude, la ventilation est assurée par vitres perforées et circulation d'air aboutissant à des lanterneaux extérieurs.

Salles d'opérations et de pansements : La salle d'opérations aseptique, en saillie extérieure polygonale sur le bâtiment, est éclairée sur 5 côtés par des baies à double châssis. Le plafond, également à double vitrage, assure une diffusion complète de la lumière. Des projecteurs plafonniers mobiles et un ensemble de six lampes assurent l'éclairage intense pour toute opération d'urgence de nuit.

A la table d'opération du dernier modèle est adjoint un appareillage de diathermie. L'air de la salle est filtré par son passage à travers une colonne de coke imbibé de glycérine qui retient les poussières. Un ventilateur électrique assure le renouvellement de l'air.

Un deuxième salle d'opération et de pansement est réservée aux opérations septiques ; son installation est basée sur les mêmes principes que la précédente. Le mobilier comporte, avec la table d'opération, les lavabos à eau

bouillie, des barillets antiseptiques et la vitrine à instruments.

Salles de Mécanothérapie, Electrothérapie et Radiographie : Ces trois salles occupent les sous-sols de l'aile ouest du bâtiment.

La plus vaste, de 22 mètres sur 9, est réservée à la Mécanothérapie.

Elle comprend un nombre important de machines du système Zander, 34 actives, 11 passives, ces dernières actionnées électriquement par moteurs indépendants, employées avec succès à la rééducation des blessés et susceptibles souvent de diminuer notablement la durée d'incapacité de travail. Elle permet en même temps le traitement des scoliozes et d'un certain nombre d'autres affections similaires.

La salle d'Electrothérapie comprend la gamme complète des appareils utilisant les courants galvanique, faradique, la haute fréquence et l'électricité statique.

Enfin une installation de Radiographie et de Radioscopie à laquelle est annexé un laboratoire de photographie permet de réaliser les examens les plus complets. Un atelier destiné à la fabrication d'appareils orthopédiques en celluloid complète l'ensemble.

Pavillon Antoinette : C'est une annexe prolongeant de 64 mètres le corps principal de l'hôpital, possédant une aile en retour et élevé de 2 étages ; une galerie de cure d'air occupe sur la façade sud la longueur du 2^e étage. L'aile transversale est réservée au Laboratoire médical.

Celui-ci comporte les installations complètes pour les recherches bactériologiques urgentes (diphtérie, typhoïde), anatomo-pathologiques, et pour les analyses sortant de la pratique courante du laboratoire de pharmacie (analyse de lait, de suc gastrique, dosage, etc.).

Une bibliothèque médicale, annexée au laboratoire, contient les ouvrages classiques et reçoit des publications françaises de médecine et de chirurgie ; elle est accessible aux praticiens de la ville et de la région.

Un Musée, enfin, constitué avec les pièces anatomiques présentant quelque intérêt et provenant des services de chirurgie, avec des moulages, photographies, radiographies, complète cet ensemble.

Ajoutons que, pendant la guerre, l'Hôpital a pu hospitaliser plus de 2.000 blessés qui ont été traités uniquement avec ses ressources médicales propres.

Maternité : Cet établissement, le dernier venu de l'ensemble des fondations Schneider, contigu à l'Hôtel-Dieu, en est cependant séparé. En quelque sorte autonome, il est constitué par un vaste bâtiment de 56 mètres de façade avec ailes en retour et dépendances et comprend deux services distincts :

Un pour les accouchées normales, avec dortoirs, salle d'opération et 2 chambres de travail ; un pour les accouchées douteuses, séparé complètement du précédent. Une infirmerie isolée reçoit les infectées. Les services de consultation et d'hospitalisation avant couches occupent le rez-de-chaussée. Au sous-sol sont les services annexes et les cuisines. Au total 37 lits pour 450 accouchements annuels environ. De chiffres empruntés à un récent rapport

du D^r Brian, médecin-chef du Creusot, il ressort que la fièvre puerpérale est pratiquement inexistante. Des consultations de grossesse et de nourrissons sont actuellement très suivies ; la mortalité des enfants de 0 à 1 an s'est abaissée à 4 %. Elle est moitié de celle qui existait au Creusot lors de la fondation de la Maternité ; il ressort enfin d'un tout récent rapport (fin 1928) que la mortalité infantile de la ville et des communes attenantes, qui s'est abaissé de 60 % depuis l'ouverture de l'Etablissement, augmente progressivement à la distance lorsqu'on étudie les statistiques des communes de plus en plus éloignées du Creusot.

La Maison de Retraite : Inaugurée en 1887, elle recueille dans la mesure des places disponibles d'anciens ouvriers des Etablissements Schneider, leurs femmes ou leurs veuves. Les admissions sont prononcées par la Commission administrative ; le service confié à des religieuses de Saint-Joseph de Cluny. Environ 80 vieillards y terminent paisiblement leur vie. L'âge d'admission minimum est fixé à 60 ans ; en pratique il est plus élevé et voisin de 70 ans.

Etablie sur les hauteurs de Saint-Henri, la Maison comprend un grand corps de bâtiment central et deux ailes, l'une pour les hommes, l'autre pour les femmes. Chacune comprend 5 chambres-dortoirs à 6 lits, trois chambres à 2 lits et une chambre à 1 lit, ainsi qu'une infirmerie. Au premier étage quelques chambres à deux lits sont réservées à des ménages.

Le réfectoire est dans le bâtiment central ; des galeries

promenoirs permettent les sorties par mauvais temps. Un grand jardin est attenant à la maison.

Au début de 1928, la Maison de Retraite avait abrité depuis sa fondation 628 vieillards, dont 338 hommes et 290 femmes. Sauf en cas de maladie, les pensionnaires ont liberté complète de sortir tout le jour. Un congé est accordé à ceux qui désirent se déplacer pour aller voir leurs enfants établis en dehors du Creusot. Ils peuvent recevoir librement parents et amis. Sans qu'ils aient aucune obligation en ce qui concerne les travaux de la Maison, on laisse à leur bonne volonté quelques petits travaux d'ordre intérieur. Les plus robustes sont en général heureux d'aider activement les sœurs à l'entretien du jardin, orgueil de la maison, de la basse-cour et de l'étable.

La mortalité est faible, et nombreux les vieux agents qui dépassent la quatre-vingtième année.

La visite de la maison que nous eûmes l'honneur de faire sous la direction de la Mère Supérieure, nous laissa l'impression d'une atmosphère de quiétude dans un ordre et une simplicité de confort parfaits. Même la vue de quelques pauvres vieillards atteints de sénilité irrémédiable ne donnait point ici cette douloureuse impression d'abandon et de déchéance lamentable qu'il nous avait été donné de ressentir il y a quelques années dans un grand asile départemental. Nous n'avons pu nous empêcher de faire part de cette impression à notre guide et de souligner l'opposition d'idées qu'elle provoquait en rappelant le mot cruel dont les pensionnaires de ce dernier hospice qualifiaient leur propre maison (1) : ici, nous a-t-elle répondu, c'est « l'antichambre du Ciel ».

(1) « L'Abattoir ».

LES ŒUVRES SOCIALES DANS LES GRANDES COMPAGNIES DE CHEMINS DE FER

Dans les pages qui précèdent, nous avons essayé de mettre en évidence les résultats obtenus par quelques établissements privés en ce qui concerne les œuvres sociales ; ils tenaient leurs caractéristiques du fait que ces établissements présentaient d'abord une concentration massive de leur personnel et dépendaient ensuite d'une façon tout à fait étroite d'administrateurs détenteurs d'une part prépondérante du capital social de l'entreprise.

Dans un plan tout différent évoluent les Compagnies de chemin de fer, qui s'apparentent en fait beaucoup plus aux administrations publiques qu'aux sociétés privées et qui, par la nature même de leur exploitation, essaient leurs 500.000 agents sur tout le territoire. Liées, de par les Conventions, à l'Etat, elles étaient restées jusqu'à ces dernières années à peu près complètement autonomes. Maintenant encore, et bien que les conventions de 1920 les rendent plus étroitement solidaires, elles ont su conserver en fait leur physionomie propre. Un statut du personnel étant venu en 1921 apporter une unification apparente, nous en donnerons d'abord un rapide aperçu qui présentera un tableau assez exact de la situation matérielle des agents. Nous verrons ensuite ce que chaque compagnie, dans le cadre de ses traditions, a essayé de

faire pour parer aux insuffisances et apporter sa part contributive à la solution des problèmes de l'heure présente.

Pour éviter les répétitions, chaque réseau possédant un groupement d'œuvres en somme assez comparables, nous passerons en revue l'ensemble de ces créations pour l'un d'eux, pris comme type, le réseau de Paris à Orléans.

Nous étudierons ensuite, pour la question particulière de l'Habitation, ce qui a été fait par la Compagnie des chemins de fer du Nord, qui s'est trouvée, du fait des ravages de la guerre, avoir à reprendre le problème, littéralement « à pied d'œuvre ».

La situation des agents : Nous avons, tout au début de cette étude, signalé l'injustice qu'il y aurait, pour une comparaison équitable des résultats acquis au chapitre des œuvres sociales, à ne pas faire intervenir au premier chef la situation matérielle et morale des agents dans les entreprises qui les emploient. Notre pensée se reportait à ce moment aux Compagnies de chemin de fer qui font à l'immense majorité de leurs agents des situations assez peu comparables à celles des salariés ordinaires de l'industrie privée. Des appointements régulièrement croissants avec les années, même dans l'exercice de fonctions inchangées à un même poste, et qui, s'ils ont pu être parfois légèrement inférieurs au début à ceux de l'industrie, atteignent cependant rapidement ses taux, la stabilité dans l'emploi, des retraites fort importantes, des avantages divers enfin, tels que les facilités de circulation et les congés, font au « cheminot » une situation à part dans l'échelle des tra-

vailleurs. Si l'on veut bien tenir compte enfin de la largeur de vues qui préside au recrutement et qui abaisse jusqu'à un minimum presque rudimentaire au point de vue de l'instruction les exigences lors de l'admission, on voit les possibilités ouvertes à un agent. Nombreux sont, en effet, ceux qui sont parvenus fort avantageusement dans la hiérarchie, simplement munis au début d'un bagage plus qu'élémentaire. La pratique journalière, appuyée parfois sur des cours professionnels spéciaux, leur a très largement ouvert l'accès de bien des grades. Peu d'entreprises, croyons-nous, pourraient sous ce rapport, présenter d'aussi importants pourcentages.

Les traitements des agents sont essentiellement fonction des emplois et ceux-ci, la haute hiérarchie mise à part, sont d'après le statut, répartis en 18 échelles allant de l'homme d'équipe ou du manœuvre qui débute à l'inspecteur divisionnaire, placé immédiatement au-dessous des agents de direction : ces derniers sont répartis sur des échelles à part, hors statut.

Pour essayer de donner un aperçu de la situation des agents, nous pouvons, dans une certaine mesure, la comparer à celle qu'occupent les divers éléments des cadres de l'armée. Dans cette classification évidemment arbitraire mais qui a l'avantage de nous reporter à des données familières, les échelles 1 à 11 représenteraient approximativement les emplois allant du soldat au sous-officier du grade le plus élevé, les échelles 12 à 18, du sous-lieutenant au lieutenant-colonel.

Pour les échelles hors statut, aucune assimilation n'est plus possible, aucune règle fixe ne préside à l'avancement.

Nous les citons seulement pour mémoire, les agents de ces catégories bénéficiant exactement des mêmes avantages que leurs subordonnés en ce qui concerne les indemnités de résidence et les charges pour enfants dont nous parlerons plus loin.

Chacune des échelles de 1 à 18 possède ses taux d'appointement mais qui présentent la particularité d'être multiples dans chaque échelle, afin de permettre des avancements de traitement à l'ancienneté, tous les 2, 3 ou 4 ans, pour des agents qui pour des raisons déterminées resteraient, par exemple, un grand nombre d'années à la même échelle.

Ces indications posées, voici sensiblement les appointements que vont atteindre les agents des Compagnies ; nous anticipons et tenons compte dans leur établissement des dernières majorations accordées qui n'auront leur plein effet qu'à partir de 1930.

Une gratification annuelle vient s'ajouter au traitement, fonction de ce dernier, et établie selon un pourcentage indiqué dans la dernière colonne du tableau ci-dessus. Enfin des indemnités de résidence variables, allant de 0 à 3.000 (Paris) viennent s'ajouter aux chiffres ci-dessus.

Ce sont là les éléments du traitement normal. Nous parlerons plus loin, en étudiant les œuvres sociales du P.-O., des indemnités pour charges de famille. Bien que non statutaire, cet élément important peut être considéré comme commun à tous les réseaux et légèrement variable seulement avec les localités.

ÉCHELLES DE TRAITEMENTS

Echelles	1 ^{er} Echelon	2 ^{me}	3 ^{me}	4 ^{me}	5 ^{me}	6 ^{me}	7 ^{me}	8 ^{me}	9 ^{me}	Gratification %
1	7.220	7.440	7.655	7.875	8.095	8.315	8.530	8.750	8.970	1,5%
2	7.410	7.675	7.940	8.210	8.475	8.740	9.005	9.270	9.540	»
3	7.600	7.925	8.245	8.570	8.890	9.215	9.540	9.860	10.185	4%
4	7.790	8.170	8.550	8.930	9.310	9.690	10.070	10.450	10.830	5%
5	8.170	8.645	9.120	9.595	10.070	10.545	11.020	11.495	11.970	6%
6	8.550	9.120	9.690	10.260	10.830	11.400	11.970	12.540	13.110	7%
7	8.930	9.645	10.355	11.070	11.780	12.475	13.205	13.920	14.630	7,5%
8	9.310	10.165	11.020	11.875	12.730	13.585	14.440	15.295	16.150	8%
9	9.690	10.690	11.685	12.685	13.680	14.680	15.675	16.675	17.670	8,5%
10	10.070	11.210	12.350	13.490	14.630	15.770	16.910	18.050	19.190	9%
11	10.450	11.735	13.015	14.300	15.580	16.865	18.145	19.430	20.710	9,5%
12	11.020	12.445	13.870	15.295	16.720	18.145	19.570	20.995	22.420	»
13	11.780	13.350	14.915	16.485	18.050	19.620	21.185	22.755	24.320	»
14	12.540	14.300	16.055	17.815	19.570	21.330	23.085	24.845	26.600	11,5%
15	13.490	15.485	17.480	19.475	21.470	23.465	25.460	27.455	29.450	»
16	14.440	16.675	18.905	21.140	23.370	25.605	27.835	30.070	32.300	13,0%
17	15.390	17.860	20.330	22.800	25.270	27.740	30.210	32.680	35.150	»
18	16.340	19.050	21.755	24.465	27.170	29.880	32.585	35.295	38.000	»

LES ŒUVRES SOCIALES AU CHEMIN DE FER DE PARIS-ORLÉANS

Nous venons de voir dans les généralités qui précèdent quelle est la situation matérielle des divers agents des Compagnies, du fait du statut (traitements, gratifications, auxquels s'ajoutent des primes diverses de travail, de traction, etc., indemnités de résidence, de logement, de déplacement, de changement de résidence, enfin salaire de maladie). D'autres allocations, avons-nous dit, non prévues au statut, sont allouées au personnel, ayant un caractère soit temporaire, soit permanent. Nous allons, avec quelque détail, les étudier pour la Compagnie de chemin de fer de Paris-Orléans. Nous passerons assez rapidement en revue les allocations temporaires pour charges de famille, ou permanentes (naissance d'enfants, actions d'éclat pendant la guerre, orphelins de guerre, secours ou avances).

Nous nous appesantirons un peu plus longuement ensuite sur l'organisation des services médicaux et d'hygiène; nous dirons enfin quelques mots d'œuvres diverses bénéficiant de subventions.

Allocations pour charges de famille : Avant la guerre, la Compagnie s'engageant dans la voie qui a pris le développement que nous avons vu à l'étude des caisses de compensation, prenait l'initiative d'accorder à ses agents une allocation pour charges de famille. Cette allocation, au commencement fort modeste, allait aux agents dont le traitement ne dépassait pas 1.500 fr. ou 2.400 fr. selon les cas.

Depuis 1925, l'allocation a été étendue à tous les

agents, sans distinction de grade; elle varie légèrement avec l'indemnité de résidence comme le montre le tableau ci-dessous, et s'applique dès le premier enfant. Cette indemnité est versée jusqu'à la 18^e année du bénéficiaire et en cas de décès, les frères ou sœurs plus jeunes conservent le rang dans lequel ils avaient été placés concurremment. Dans quelques cas particuliers (enfants poursuivant des études, ou infirmes) elle peut être prolongée au-delà de 18 ans et jusqu'à 21.

Voici un tableau résumé des allocations pour charges de famille, établi en fonction du taux et de l'indemnité de résidence. Les localités étant classées en 24 catégories, depuis celles où l'indemnité est nulle jusqu'à Paris où elle atteint le maximum de 3.000 fr., nous donnons seulement ces indemnités pour 7 d'entre elles, choisies suivant un rang régulièrement croissant.

ALLOCATIONS POUR CHARGES DE FAMILLE
ÉTABLIES EN FONCTION DU TAUX DE L'INDEMNITÉ
DE RÉSIDENCE

Indemnité de résidence	Montant de l'allocation	
	Pour chacun des 2 premiers enfants	Pour chacun des suivants
0	630	1.068
480	690	1.164
960	750	1.260
1.440	810	1.356
1.920	870	1.452
2.400	930	1.548
3.000	1.005	1.668

On voit donc qu'un agent père de 4 enfants touche par

exemple, dans de très rares localités où l'indemnité de résidence ne joue pas, 3.396 fr. d'allocation; le même agent, à Paris, toucherait 5.346 fr. auxquels viendraient s'ajouter les 3.000 fr. de l'indemnité de résidence, soit 8.346 fr.

Allocations pour naissance d'enfants : Elle varie, suivant le nombre des enfants vivants, de 150 à 200 fr. et 250 fr. et est versée aux agents ne dépassant pas 19.000 fr. de traitement.

Allocations pour actions d'éclat pendant la guerre : Elle est annuellement de 100 fr. pour une citation ayant comporté attribution de la Croix de Guerre, et de 50 fr. pour chaque citation supplémentaire; de 100 fr. supplémentaires pour la Médaille Militaire; d'un dernier supplément de 250 fr. pour la Légion d'Honneur.

Allocations aux Orphelins de guerre : Elle est de 200 fr. annuellement jusqu'à leur seizième année.

Secours divers : Ils sont accordés sur demande des agents qui peuvent se trouver momentanément dans l'embarras, ou dont les ressources sont insuffisantes, ainsi qu'aux agents qui sont mis à la réforme par anticipation.

Avances : Enfin des avances sont consenties, dont le montant atteint 2 mois de traitement, et dont le remboursement s'effectue par fractions sous forme de retenues mensuelles échelonnées sur une période de 20 mois.

LES SERVICES DE MÉDECINE, HYGIÈNE ET ŒUVRES SOCIALES

Service médical : Un service médical extrêmement important étend son action sur tous les agents de la Compagnie, c'est-à-dire ouvriers et employés occupés à des travaux permanents. Ce service, morcelé en fait jusqu'à une période toute récente, n'avait point absolument jusqu'à l'an dernier d'autonomie propre; dépendant alors du service de l'Exploitation, mais portant d'ailleurs son activité sur les trois grands services qui existent dans toute Compagnie, Exploitation, Voie, Traction, il avait de ce fait une action étroitement limitée, les questions de crédits et de relations de service à service freinant en quelque sorte continuellement son activité. Une transformation profonde, dont les heureux effets commencent déjà à se faire nettement sentir, est venue il y a un peu plus d'un an, donner l'autonomie à ce service. Ayant maintenant un budget propre, dépendant seulement de la direction générale du réseau, il peut sous l'impulsion active du chirurgien des Hôpitaux de Paris devenu son nouveau médecin en chef, envisager une série d'améliorations rendues auparavant à peu près pratiquement impossibles, telle par exemple la création toute récente d'un important laboratoire de recherches dont nous parlerons plus loin.

Organisation : Voici schématiquement résumée l'organisation de ce service :

A sa tête, le médecin en chef, assisté d'un adjoint,
résidant à Paris,

Sous sa direction :

des médecins et chirurgiens consultants,
des médecins spécialistes,
des médecins de centres et de circonscription
pour tout le réseau.

Au total : 344 médecins à l'heure actuelle.

Leurs attributions consistent :

- a) A examiner l'aptitude physique des candidats aux emplois de la Compagnie.
- b) A assurer directement ou indirectement les soins aux agents malades ou blessés.
- c) A contrôler d'une façon permanente l'aptitude physique des agents en service, et particulièrement de ceux qui sont affectés à un service de sécurité (examens périodiques).
- d) A organiser des secours médicaux en cas d'accident au personnel ou aux voyageurs.

Les médecins et chirurgiens consultants (Paris et quelques grands centres) voient les agents qui leur sont adressés par les médecins traitants pour demande d'examen complémentaire. Ils reçoivent également directement certains agents qui désirent obtenir des conseils médicaux ou chirurgicaux sur des points spéciaux.

Les médecins spécialistes (oculistes, oto-rhino-laryngologistes, urologistes, radiographes) à Paris et dans les grands centres, donnent leurs consultations dans les mêmes conditions que les précédents.

La Compagnie s'est également attachée à Paris le

concours d'un spécialiste en neuro-psychiatrie et d'un médecin dermo-syphiligraphe.

Les médecins traitants assument les consultations et visites des agents de leur circonscription : celles-ci peuvent atteindre, pour la campagne, une étendue moyenne de 30 km.; dans les villes elles sont généralement limitées au périmètre urbain. Les consultations sont données en général au Cabinet médical de la gare.

Les médecins reçoivent un traitement fixe annuel, fonction de l'importance moyenne de leur circonscription, auquel viennent s'ajouter des indemnités supplémentaires pour visites à domicile ou examens spéciaux, et enfin les facilités de circulation pour eux et leur famille.

Cabinets médicaux : La gare de Paris-Austerlitz possède un dispensaire chirurgical où sont soignés les agents blessés légèrement, et un service où sont examinés les postulants et agents malades.

Les soins y sont assurés par 5 infirmiers ou infirmières sous la direction de médecins.

En province des cabinets médicaux existent dans les grandes gares ou dans les ateliers importants.

Laboratoire de Radiologie : La Compagnie a créé un laboratoire de Radiologie, installé à côté du Service médical central à Paris auquel est attaché un médecin spécial.

Elle s'est attaché d'autre part, à Bordeaux et à Bourges deux radiologues qui examinent les agents dans leurs installations privées.

Laboratoire de Recherches : Un laboratoire central de

Recherches médicales vient d'être créé à la Compagnie à Paris qui sera susceptible de rendre les plus grands services, tant au point de vue du traitement que de la prophylaxie. Sous la direction personnelle d'un chef de laboratoire, il est établi en vue de se livrer à toutes les recherches cliniques, bactériologiques, sérologiques ou anatomo-pathologiques. En particulier seront effectuées d'une manière courante les analyses portant sur :

- le sang (numérations globulaires, recherche d'urée, de glucose, etc...);
- le sérum (séro-diagnostic et séro-réactions. Recherches de la syphilis par les méthodes de Bordet, Hecht, Vernes. Recherches de la tuberculose);
- les urines (analyses chimiques et examens bactériologiques);
- le liquide céphalo-rachidien (examens chimiques et cyto-bactériologiques, séro-réactions);
- les exsudats (liquides pleuraux, péricardiques, articulaires);
- les expectorations ;
- les frottis;
- les matières fécales ;
- les pièces de biopsie ou opératoires.

Accessoirement les recherches sur les analyses des eaux, toxicologiques ou autres.

En vue de faire bénéficier tous les agents de cette installation, des nécessaires stérilisés et scellés sont mis à la disposition des médecins. Ils contiennent, avec l'outillage nécessaire aux prélèvements, une notice à remplir aussi exactement que possible fournissant au laboratoire les ren-

seignements cliniques nécessaires à l'orientation rationnelle des recherches. Les prélèvements, adressés à Paris en boîtes fermées sous bande de garantie, sont acheminés par les voies les plus rapides.

Il reste d'ailleurs entendu que certains examens spéciaux (constante d'Ambard, Seuil d'élimination de certaines substances) nécessitant la présence du malade, ceux-ci comme par le passé sont envoyés à Paris.

Documentation : Le médecin-chef vient enfin de confier à un de ses agents le soin de réunir la documentation utile en ce qui concerne l'étude de questions multiples se rattachant à l'ordre médical et susceptibles d'apporter une amélioration aux conditions de vie du personnel.

Pharmacie : A Paris, le cabinet médical du service de la Traction possède une pharmacie; en outre, plusieurs pharmaciens établis dans les quartiers avoisinant les principaux centres d'activité de la Compagnie, livrent les médicaments sur présentation d'ordonnances signées des médecins du P.-O.

Sur le Réseau, les malades s'adressent de même à des pharmaciens agréés par la Compagnie, les blessés, d'ailleurs, conservant conformément à la loi, le libre choix du médecin et du pharmacien.

Les médicaments sont fournis gratuitement aux agents qui, sans charges de famille, ont des appointements n'excédant pas 9.900 fr. et pour les autres, 11.800 fr.

Sanatoria : Nous verrons bientôt en étudiant le fonc-

tionnement du Service d'Hygiène, les mesures prises pour assurer la prophylaxie et le dépistage de la tuberculose. La lutte contre la maladie elle-même conduit au placement d'un certain nombre de malades dans des sanatoriums, placement que se fait dans les conditions suivantes :

La Compagnie ne possédant pas d'établissement propre, contribue à l'entretien, dans un certain nombre d'Etablissements, de lits réservés à son personnel.

C'est ainsi qu'elle dispose :

de 13 lits au Sanatorium de Bligny en Seine-et-Oise;

de 15 lits au Sanatorium de Bel-Air, près La Membrolle, en Indre-et-Loire;

de 10 lits aux Instituts anti-tuberculeux de Kerpape-en-Ploëmeur (Morbihan) et de Berck : ces deux derniers sont réservés aux malades atteints de tuberculoses osseuses, ganglionnaires ou articulaires relevant du traitement marin.

Enfin la Compagnie entretient un certain nombre de lits, réservés à son personnel masculin, au Sanatorium de l'Union Nationale des Cheminots, à Ris-Orangis (S.-et-O.). Elle y dispose normalement de 14 places et presque toujours de places supplémentaires, selon les disponibilités de l'établissement.

Elle a participé d'autre part à l'installation de 6 lits pour femmes au Sanatorium de Champrosay qui dépend de la même œuvre.

Au point de vue de leur solde, les agents traités sont considérés comme étant dans la situation des « malades ». Dans des cas particulièrement intéressants, le traitement peut être maintenu exceptionnellement au-delà du délai fixé par le Statut.

Le Service d'Hygiène Sociale : Ce service, créé en 1920, s'occupe des questions touchant non seulement les agents eux-mêmes, mais aussi leur famille. Aux agents, vont les mesures d'Hygiène proprement dite concernant le personnel de route, les ateliers, les bureaux, le service électrique les apprentis.

Aux familles, les mesures pouvant améliorer les conditions d'existence et surtout celles concernant la prophylaxie et la lutte contre les maladies contagieuses.

Dans ce but il était fait appel depuis l'année 1856 au dévouement des sœurs de St-Vincent-de-Paul; depuis 1921, un élément nouveau, la Surintendante, est venue apporter son concours.

Personnel de route : Il comprend, pour la Traction, les mécaniciens de locomotives électriques ou à vapeur et les chauffeurs; pour l'Exploitation, les chefs de trains et conducteurs. Ces agents prennent au cours de leurs déplacements des repos plus ou moins longs hors de leur résidence, dans les dépôts des machines ou gares de la Compagnie. Des locaux leur ont été aménagés, en général dans des bâtiments spéciaux, en particulier dortoirs, réfectoires et cuisines.

Les efforts dans les constructions édifiées ces dernières

années ont porté sur l'installation de lavabos à eau courante, chaude et froide, et de douches; sur l'installation aussi, lorsque cela a été possible, du chauffage central.

Ateliers : Les ateliers ont été munis de lavabos-vestiaires où le personnel dépose ses effets de ville dans des placards métalliques individuels fermant à clef. Des lavabos à distribution d'eau chaude et eau froide mettent l'agent à même, à la fin de son travail, de procéder à son nettoyage dans de bonnes conditions hygiéniques.

Ces installations ont coûté plus d'un million. L'éclairage et l'aération ont fait l'objet de nombreuses améliorations.

Prévention contre les accidents : Elle a donné lieu, ces temps derniers, à des études très approfondies inspirées en partie des travaux américains et anglais sur ce sujet. Répondant également à une préoccupation toute récente exprimée par le Ministère des Travaux Publics et concernant les accidents mortels, elle cherche à serrer le problème au plus près en s'appuyant sur le dispositif suivant :

Trois branches vont se partager l'activité du service :

- A. — Etablissement des statistiques.
- B. — Etude des dispositifs de protection.
- C. — Enseignement de la protection.

A. — *Statistiques* : A leur base est le rapport individuel d'accident qui précise, avec le lieu (voies principales ou des gares, voies intérieures à un établissement, parties des

établissements hors les voies), le moment de l'accident — l'éclairage — les causes, aussi détaillés que possible. Un registre condense ces renseignements.

Un état mensuel fourni par chaque établissement va ensuite permettre de calculer les taux de fréquence et de gravité en prenant les bases préconisées par l'Union des Industries Métallurgiques et Minières de France.

Le taux de fréquence est le rapport du nombre d'accidents au nombre des centaines de mille heures de travail pour un groupe d'ouvriers ou d'agents ; — le taux de gravité est le rapport du nombre de jours d'incapacité au nombre de milliers d'heures de travail du groupe.

(Les registres de pointage des établissements donnent facilement ces éléments).

Huit statistiques sont alors établies en partant de ces pièces, qui portent sur : les causes immédiates d'accidents ; — le siège et la nature des blessures ; — l'étendue et le degré d'incapacité ; l'âge des agents et leur ancienneté ; — le moment de l'accident et l'éclairage des lieux ; — les conditions atmosphériques ; — la profession des agents ; — les Etablissements.

B. — *Dispositifs de protection* : Le service étudie sous toutes ses formes les dispositifs possibles qui sont rangés sous les rubriques suivante :

Protection de agents sur les voies : Consignes — Règlements — Ordres généraux — Consignes locales (ces dernières périodiquement examinées par l'agent supérieur d'Inspection et remaniées, s'il y a lieu).

Protection des machines : Appareils protecteurs de toutes sortes qui sont examinées et standardisées; enfin, étude des dispositifs nouveaux pour machines non encore protégées.

Eclairage des ateliers et locaux : C'est une question fondamentale et nombre d'établissements sont encore à l'heure actuelle bien éloignés sous ce rapport du point qu'il est désirable d'atteindre.

Prévention des maladies professionnelles : Bien des agents sont appelés à manipuler des produits nocifs ou dangereux, à travailler dans des locaux exposés aux poussières ou à des émanations malsaines : soudeurs, peintres, fondeurs, ou agents s'occupant des accumulateurs, doivent évidemment voir leur travail très surveillé au point de vue des conditions d'hygiène.

C. — *Enseignement de la prévention* : L'éducation du travailleur est à pousser sur ce point, les accidents imputables aux machines ne figurant pas sur les statistiques habituelles pour plus de 25 à 30 % sur la totalité. La plupart sont imputables à l'insouciance, à l'inobservation des prescriptions de protection ou règlements, à l'imprévoyance, à la maladresse, à des procédés défectueux du travail.

La prévention est donc essentiellement d'ordre éducatif, portant aussi bien sur le travailleur ou l'apprenti que sur le contremaître ou chef d'établissement qui doivent, de leur côté, veiller étroitement à l'exécution des consignes.

Le but peut être atteint par la mise au point d'instructions complétées s'il le faut par des conférences.

L'Instruction générale élabore les règlements ou recommandations, attire l'attention sur des sujets imparfaitement connus, adapte des affiches à des cas particulièrement importants.

Des conférences peuvent souligner l'intérêt des mesures prises en signalant l'exemple américain — les résultats des statistiques — l'éducation des ouvriers, la lutte contre les accidents et la protection des machines dans les entreprises où les résultats les plus heureux ont été atteints.

L'Instruction individuelle développée chez l'apprenti doit se continuer à l'usine par les remarques du contre-maitre ou du chef immédiat des groupements d'agents, soit à l'occasion de toute innovation apportée dans la protection, soit aussi d'un accident récent. Les suggestions, enfin, concernant la sécurité doivent être accueillies avec intérêt.

Comités de sécurité : Deux comités enfin sont prévus par la Compagnie d'Orléans, aux importants ateliers de Tours et de Périgueux; ils comprendraient, avec l'agent du service central de la prévention des accidents : un agent supérieur local, chargé de cette branche particulière de sécurité, un contremaître et un chef de brigade, ces deux derniers renouvelables chaque année.

Ce comité examinerait les accidents survenus dans l'établissement, les solutions à adopter pour en prévenir le retour; il assurerait la liaison avec le service central de la

sécurité et lui présenterait les desiderata en vue de modifications ou compléments aux instructions.

Infirmeries d'Ateliers : Chaque atelier dispose d'une petite infirmerie et d'un agent spécialisé qui peut donner les premiers soins en cas de blessure légère. Les agents blessés plus gravement sont évacués sur l'hôpital le plus voisin.

Inspection : Un personnel d'inspection spécial s'assure dans ses tournées que les mesures d'hygiène sont bien observées; il fournit un rapport au service central à qui incombe les mesures à prendre.

Service électrique : Soins aux électrocutés : On sait que depuis quelques années, l'électrification partielle du réseau est en voie de réalisation : en particulier la traction électrique est réalisée sur la ligne Paris-Toulouse, de Paris à Orléans et Vierzon; sur la ligne Paris-Tours par Vendôme, de Paris à Dourdan. Le courant de haute tension est amené d'usines du Massif Central à des postes de transformation sur la ligne, d'où il est ensuite distribué sous forme de courant continu à 1.500 volts. En prévision des accidents possibles, des postes de secours ont été organisés sur toute la zone électrifiée. Au nombre de 10, ils comprennent l'outillage nécessaire au sauvetage des électrocutés : indépendamment de l'outillage (gants, tabourets, perches, outils à manches isolants), ils disposent d'appareils Panis pour la respiration artificielle, de bouteilles d'oxygène, de trousse de secours.

Ces postes sont fréquemment visités pour s'assurer que le matériel est en état et que les consignes sont suivies.

Les cas de mort ont été relativement rares.

Des affiches spéciales illustrées, en même temps qu'elles vulgarisent la méthode de respiration artificielle Schœfer, donnent aux agents les indications nécessaires à l'application.

Tunnels : Quelques tunnels du réseau, particulièrement dangereux en raison de leur longueur et de leur exploitation par machines à vapeur (Tunnel du Lioran, par exemple, 1.800^m) peuvent donner lieu à des accidents d'asphyxie en cas d'incident immobilisant la machine. Un poste de secours est installé aux issues de ces tunnels ; il comprend un masque Nicloux-Legendre, une bouteille d'oxygène et un brancard avec couvertures.

Morsures de vipères : Quelques zones du réseau, Creuse, Sologne, certains points du Massif Central, sont infestés par les vipères, et assez nombreux sont les accidents arrivés aux agents circulant sur les voies, le long des lignes de transport de force, à leurs enfants et parents habitant avec eux les maisonnettes, du fait de ces serpents. En vue de parer aux accidents parfois graves, des trousses Michel-Legros avaient été longtemps mises à la disposition des agents circulant le long de ces voies.

Tout récemment le service médical a décidé de généraliser leur remplacement par les flacons auto-injecteurs de l'Institut Pasteur qui met à la disposition des blessés le sérum anti-venimeux. Cent trousses ont été affectées

au service de la voie qui les répartit sur les points particulièrement infestés.

D'autres sont en dépôt dans les sous-stations, d'autres enfin, mises à la disposition du personnel ambulant. Il semble que ces mesures permettront de parer à tout danger sérieux.

Apprentis et mineurs ouvriers : Depuis quelques années la question de l'apprentissage a pris une très grosse importance et nombreux sont les établissements où l'on forme des apprentis. Sans entrer ici dans l'étude de l'organisation qui ressort surtout du côté technique, nous signalerons seulement les mesures prises pour suivre ces jeunes gens du côté médical. Ils sont admis généralement entre 14 et 17 ans et peuvent donc rester dans cette situation d'apprentis jusqu'à 17 ou 20 ans.

Une fiche sanitaire a été créée, qui permet de suivre avec un graphique trimestriellement mis à jour les variations de poids et de taille.

Des Camps de vacances ont été ouverts, en particulier à Quiberon, qui les reçoivent au cours de l'été par périodes de 15 jours. Nous en dirons quelques mots en parlant de l'activité des œuvres sociales.

Prophylaxie des Maladies contagieuses et Famille : C'est dans cette direction que la Compagnie d'Orléans a fait ces dernières années porter son principal effort social avec la création des postes de surintendantes qui sont venues heureusement renforcer l'œuvre jusque-là soutenue par les sœurs de Saint-Vincent de Paul. La lutte contre

la tuberculose dont nous avons vu l'aboutissant aux Sanatoriums, s'engage en réalité à l'occasion de la prophylaxie et du dépistage, ce qui revient à la prophylaxie concernant l'instruction du personnel et des familles, étant, lorsque c'est possible, fait en collaboration avec le Comité National de Défense contre la tuberculose.

C'est ainsi que des causeries, faites par des conférenciers du Comité, ont eu lieu dans les principaux centres du Réseau : Paris, Tours, Périgueux, Vierzon, Châteauroux, Nantes, etc...

Le nombre des auditeurs varie de 500 à 2.000, suivant les localités, et des tracts de propagande sont distribués. Ces mesures sont complétées par le dépistage des contaminés effectué avec la collaboration des dispensaires de l'Office Public d'Hygiène sociale et départementale auprès desquels les médecins de la Compagnie sont accrédités ; enfin dans certains centres où des difficultés d'ordre médical ont surgi, la Compagnie a pu organiser des dispensaires spéciaux (Tours, Bordeaux, Montluçon) dirigés par des médecins locaux attachés au réseau.

La lutte contre la syphilis utilise, elle aussi, le concours des dispensaires locaux ; mais comme pour de multiples raisons, les soins du médecin de la Compagnie sont souvent requis par les malades, les médicaments antisypilitiques sont mis à sa disposition par le Service Central, qui les obtient lui-même du Service de Prophylaxie des Maladies Vénériennes au Ministère du Travail et de l'Hygiène.

37 dispensaires situés sur le Réseau, appartenant à 25 départements différents, apportent ainsi leur concours.

Famille : La santé physique et morale de la famille présentant au point de vue social un intérêt primordial, nous avons signalé l'effort continu de la Compagnie en vue de leur amélioration.

Il s'exerce par l'intermédiaire de quatorze centres sociaux, dont trois sont administrés par les Sœurs de Saint-Vincent de Paul, et onze autres par des Surintendantes. Nous les passerons brièvement en revue pour donner une idée des résultats obtenus.

SŒURS DE SAINT-VINCENT DE PAUL : GROUPE DE PARIS

Fondé en 1856 rue du Chevalieret, il comprend 24 sœurs. Leurs œuvres sont les suivantes :

- quatre réfectoires à Paris, fournissant annuellement environ 320.000 repas ;
- un orphelinat recevant 60 jeunes filles d'agents (ouvrières, apprenties ou écolières) ;
- - un ouvroir recevant des ouvrières et des apprenties dont une partie travaille à l'extérieur ;
- une consultation de nourrissons avec goutte de lait, donnant annuellement environ 2.000 consultations aux nourrissons et une centaine à la pré-natalité ;
- un jardin d'enfants.

Le nombre des familles visitées est annuellement de 4.000 à Paris et de près de 9.500 en banlieue (principalement à Juvisy et Brétigny).

L'établissement possède des Colonies de Vacances et

une Maison de Repos à Sermaize et à Velle : le nombre des journées d'hébergement des jeunes filles atteint 4.000 environ pour les vacances à Sermaize, et autant pour le courant de l'année. Il est de près de 1.800 à Velle.

Les frais sont couverts partie par les familles, partie par une allocation annuelle de la Compagnie.

Ajoutons qu'au point de vue médical, les enfants sont régulièrement suivis pendant leur scolarité, par une doctoresse qui note : croissance, examen du squelette, de la vue, etc...

Groupe de Tours : Il date de 1914 et comprend 9 sœurs; les œuvres sont les suivantes :

- un réfectoire servant près de 100.000 repas par an.
Le local est d'ailleurs insuffisant et d'accès difficile, ce qui réduit son activité;
- une consultation de nourrissons et prénatale donnant respectivement 4.000 et 300 consultations en moyenne par an;
- un jardin d'enfants;
- un dispensaire.

Le nombre des familles visitées est sensiblement de 2.000 et le nombre des visites de 10.000.

L'œuvre a envoyé environ 60 sujets dans des sanatoria ou preventoria.

- une colonie de vacances à Pornichet, au bord de l'Océan, totalise de juillet à septembre environ 5.500 journées de repos pour environ 200 enfants.
La moyenne des durées des séjours est de un mois

pour les enfants, de deux à trois semaines pour les jeunes filles. Le prix de la journée est d'environ 7 francs, demandé pour partie aux familles. La Compagnie ajoute une allocation.

Groupe de Périgueux : Il remonte à 1917 et comprend actuellement 5 sœurs; leur nombre doit d'ailleurs être augmenté. Les œuvres sont les suivantes :

- un réfectoire servant annuellement près de 24.000 repas;
- une consultation de nourrissons avec goutte de lait; y viennent annuellement environ 600 enfants et une centaine de futures mères;
- un ouvroir abrite 32 ouvrières ou apprenties;
- environ 3.000 visites sont faites annuellement aux familles dont plus de 2.000 ont trait à des soins aux malades;
- une colonie de vacances à La Peyrouse (Dordogne) dans une propriété mise à la disposition des sœurs par une bienfaitrice a pu fournir aux enfants et jeunes filles hébergés, plus de 3.000 journées de repos dans l'année. Les durées de séjour étaient de 4 à 6 mois pour les enfants et jeunes filles débiles. Une allocation de la Compagnie comble le déficit créé du fait de la modicité des versements des familles.

Les Surintendantes : Nous avons vu, tout au début de ce travail, quelles préoccupations avaient conduit, lors de

la guerre en 1917, à la création de l'Ecole des Surintendantes.

Dès février 1921, la Compagnie d'Orléans faisait appel à leur concours et créait pour ses œuvres sociales, à titre d'essai, deux postes, l'un à Limoges et l'autre à Brive. En présence d'heureux résultats, elle créait successivement trois nouveaux postes : à Montluçon, Vierzon et Capdenac en avril 1922; deux autres à Bordeaux et Nantes en juillet 1924; un nouveau à Orléans en juin 1925. Enfin, trois derniers postes sont en voie d'organisation à Angers, Angoulême et Poitiers, qui vont entrer en fonctionnement normal dès 1929.

Les Surintendantes sont, à la Compagnie d'Orléans et au point de vue administratif, en dehors des cadres du personnel; leur situation est réglée par contrat spécial. Leur rôle est le suivant :

1° Collaborer avec les médecins du cadre local, en tant qu'infirmières;

2° Donner à tous les agents l'assistance et les conseils d'hygiène par des visites à domicile;

3° Visiter périodiquement les locaux destinés au personnel et s'assurer de leur bonne tenue en état;

4° Organiser une sorte de secrétariat familial où les agents puissent venir demander des renseignements que leur connaissance de la législation ouvrière et sociale leur permet de donner;

5° Etablir une liaison entre les œuvres d'assistance publique ou privée de leur circonscription et les agents susceptibles d'y faire appel;

6° Enfin, étudier sur place les projets d'organisation d'œuvres sociales susceptibles de rentrer dans le cadre de la Compagnie.

Le contact avec les agents est généralement pris au Cabinet médical où elles assistent le médecin à l'occasion de petits soins ou des consultations. Elles se trouvent conduites tout naturellement de ce fait à procéder aux enquêtes de secours pour les trois services de la Compagnie. En même temps, s'amorce l'œuvre du dépistage de la tuberculose ou des maladies contagieuses.

Elles s'occupent auprès des femmes d'agents, de donner les conseils de prénatalité ou d'hygiène infantile. Incidemment, de chercher du travail à domicile pour celles dont la situation de famille réclame un supplément de salaire.

Elles se chargent enfin, en ce qui concerne les enfants, de leur placement à la Compagnie, au preventorium, ou de leur envoi en Colonies de vacances.

Le tableau de leur activité ressort des chiffres suivants :

Brive : Le poste a été créé en avril 1921. L'effectif des agents de la Compagnie y est de 1.366.

Voici les chiffres relatifs à 1927 :

1.650 visites à domicile ont été effectuées ; 1.385 ont été reçues au secrétariat. L'action sociale familiale vient d'être amorcée par la création d'un cercle d'études qui débute avec 36 adhérents.

58 jeunes filles ont été placées à Brive comme ouvrières ou apprenties.

38 enfants ont été hospitalisés ; 32 envoyés en Colonies de vacances.

Une école ménagère locale, subventionnée par la Compagnie, a reçu 80 jeunes filles d'agents du P. O.

Une consultation de nourrissons a 434 enfants inscrits.

Limoges : Poste également créé en avril 1921. Le service local est difficile en raison de l'état d'esprit de la population à l'égard des grandes entreprises ou administrations. L'effectif des agents est de 1996.

1.374 visites sont faites à domicile dans l'année et 5.515 sont reçues au secrétariat. Les œuvres de l'Enfance ont présenté l'activité suivante : 52 enfants ont été placés dans des orphelinats ou pensionnats divers ; 218 envoyés à la campagne ou au bord de la mer ; 85 dans des preventoria ; 276 en colonies de vacances ; 780 sont inscrits à la consultation de nourrissons.

Une « Goutte de lait » locale met journallement à la disposition de la Surintendante, à la gare de Limoges, 12 biberons pour les mères qui voyagent avec des enfants en bas âge.

En 1921, au moment de l'épidémie de variole, la Surintendante a vacciné 361 enfants et 180 femmes d'agents.

Le dispensaire de l'Office Public d'Hygiène Sociale s'est occupé de 251 familles et a soigné 827 agents, femmes ou enfants d'agents.

Une école ménagère locale, subventionnée par la Compagnie, reçoit environ 80 jeunes filles chaque année.

Des travaux à domicile ont pu être procurés à 37 femmes.

En 1922, à la section de la Puériculture de l'Exposition Nationale de Limoges, 30 enfants étaient présentés qui enlevaient 24 prix et l'œuvre du P. O. avait un prix d'Honneur.

En 1924, au concours de Puériculture organisé par l'Œuvre antituberculeuse, 3 prix d'honneur pour l'allaitement maternel, mixte ou artificiel, revenaient à la Compagnie et 20 prix étaient attribués sur 400 concurrents.

En 1925, au concours de bébés du P. O., 155 enfants prenaient part.

Montluçon : Le poste a été créé en mai 1922. L'effectif des agents est de 1920.

633 familles ont été visitées ; 1.488 visites à domicile ont été faites en 2.766 reçues au secrétariat. 133 agents, femmes ou enfants d'agents, ont été, par les soins de la Surintendante, dirigés sur des hôpitaux. 58 demandes de pension ont été instruites, qui ont abouti.

La liaison établie avec le Dispensaire d'Hygiène sociale a permis de diriger sur lui 95 familles.

A la consultation des nourrissons, 298 enfants étaient inscrits.

Vierzon : Poste créé en mai 1922. Effectif de 1.360 agents.

534 familles ont été visitées ; 1.312 visites faites au domicile.

Par les soins de la surintendante, 58 enfants ont été placés à la Compagnie (Œuvre Grancher) ; 46 femmes ou enfants hospitalisés ; 43 agents dirigés sur le dispen-

saire local pour examen ; 25 familles ont obtenu des secours de la Ville.

69 enfants sont inscrits à la Consultation des nourrissons.

Un cercle d'études, nouvellement créé, débute avec 10 adhérents.

Capdenac : Poste créé en mai 1922. Effectif 1.044 agents.

302 familles visitées ; 1.556 visites ont été faites à domicile et 1.583 reçues au secrétariat.

La Consultation des nourrissons a 226 enfants inscrits.

Une école ménagère vient d'être créée qui débute avec 12 élèves.

Bordeaux : Poste datant d'août 1924. Effectif de 1.800 agents. 411 familles ont été visitées dans l'année; 1.686 visites faites à domicile, 6.333 reçues au secrétariat.

Par les soins de la surintendante :

178 familles ont été dirigées sur les dispensaires locaux; 87 enfants envoyés à une clinique de laryngologie; 18 à la campagne ou à la mer; 92 femmes d'agents ont été dirigées sur une Maternité, sur l'Hôpital ou une Consultation gratuite gynécologique.

117 Enfants sont inscrits à la Consultation des Nourrissons.

Ici, le développement de l'institution est favorable, les milieux médicaux et les œuvres locales étant sympathisants.

Nantes : Poste créé en septembre 1924. Effectif de 1.694 agents.

320 familles visitées avec 876 visites à domicile et 3.575 reçues au secrétariat.

L'activité de la surintendante s'est traduite par les chiffres suivants :

117 agents, femmes ou enfants ont été dirigés sur des dispensaires.

28 ont été hospitalisés; 39 demandes diverses en faveur de familles d'agents ont été acceptées par la municipalité.

La Consultation des nourrissons a 70 inscrits.

Orléans : Poste créé en août 1925. Effectif de 2.325 agents.

Familles visitées 288 ; visites à domicile 1.333; reçues au Secrétariat : 998.

18 femmes d'agents ont été dirigées sur un dispensaire; 25 enfants envoyés à une « Goutte de Lait ». La Consultation des nourrissons a 81 visites.

Telle est, brièvement résumée, l'activité des Sœurs de St-Vincent-de-Paul et des Surintendantes.

SUBVENTIONS ACCORDÉES A DES GROUPEMENTS D'AGENTS

Divers groupements d'agents ayant fondé des œuvres auxquelles la Compagnie accorde annuellement des subventions, nous dirons quelques mots de leur activité qui semble, à première vue, sortir de notre sujet; certaines comme la « Protection Mutuelle des Employés et Ouvriers des Chemins de fer français » s'y rattachent cependant, en fait, par la fondation à Paris de leur dispensaire médico-chirurgical.

« *Société d'Ivry* » : Fondée en 1865, son but est d'assurer à ses membres une pension de retraite à un âge fixe dans des conditions déterminées; elle est absolument indépendante de la Compagnie, qui s'y intéresse cependant vivement et alloue une subvention annuelle passée respectivement de 15.000 fr. en 1886 à 30.000 en 1889; 70.000 en 1890 et 1891; 100.000 fr. en 1892. Cette subvention s'est uniformément maintenue depuis à ce taux.

Depuis 1892, la société a augmenté de 50 % la pension qu'elle sert à ceux de ses adhérents qui ont dû quitter la Compagnie en vertu de certaines dispositions réglementaires, sans avoir de pension de retraite. La dépense résultant de cette augmentation est prise en charge par la Compagnie.

Un certain nombre d'administrateurs et de fonctionnaires du P. O. figurent à titre personnel comme souscripteurs ou membres du Conseil élus par l'Assemblée Générale.

« *Protection mutuelle des Employés et Ouvriers des Chemins de fer français* » : Cette Association se propose de venir en aide à ses adhérents en cas de maladies ou accidents entraînant une incapacité de travail. Elle a fondé un dispensaire médico-chirurgical à Paris, mis à la disposition de tous les agents du Chemin de fer, sociétaires ou non, et aux membres de leur famille à leur charge. Le P.-O. attribue annuellement une allocation à cette Société.

Orphelinat des Chemins de fer français : Le but de cette Société est de protéger l'enfance, secourir les orphe-

lins de ses membres titulaires, subvenir à leurs besoins, à leur éducation et à leur instruction. Depuis 1926, la subvention annuelle alloués par la Compagnie est de 300 fr. par enfant d'agents secourus par cette œuvre.

« *Association fraternelle des Employés et Ouvriers des Chemins de fer français* : Elle assure une pension de retraite à ses membres titulaires et des secours en cas de maladie; un capital à leurs ayants-droit en cas de décès; des secours de maternité aux femmes sociétaires.

La Compagnie accorde également une allocation annuelle à cette œuvre.

Sociétés sportives : En raison du grand intérêt des sports, tant au point de vue moral que physique, la Compagnie favorise les initiatives sportives : en particulier celles de ses apprentis, et accorde des subventions aux divers groupements, actuellement au nombre de 20 sur le Réseau, qui groupent environ 1.400 agents.

Les médecins attachés à la Compagnie suivent attentivement les sociétaires au moyen de pesées, mensurations, examens du cœur, en vue d'éviter avant tout le surmenage.

Enfin des Colonies de vacances existent, où sont envoyés les apprentis; en particulier, le « Camp de Quiberon » qui a reçu cette année 343 campeurs.

LE PROBLÈME DE L'HABITATION

Il préoccupe toutes les Compagnies, en raison des difficultés qu'éprouve le personnel à se loger, lors des mutations pour raison de service ou en raison de l'élévation du

prix des loyers. Assez peu nombreux, en effet, sont les agents logés, du fait des nécessités de leur emploi. Diverses ont été les solutions adoptées et seule, en réalité, la Compagnie des Chemins de fer du Nord a fait un puissant effort, en raison d'ailleurs de circonstances toutes particulières.

La Compagnie d'Orléans a cherché à atténuer les effets de la crise par l'acquisition de maisons existantes qu'elle loue; par la construction de maisons ouvrières; enfin par son concours à la fondation de Sociétés de Crédit immobilier sur le Réseau. Le résultat de son activité est le suivant :

Logements à bon marché : Concours financier apporté par la Compagnie à des Sociétés privées. — La Compagnie cherche à faciliter, par des avances de fonds à des Coopératives formées par des groupements d'agents, l'achat des terrains et la construction des maisons. La Société s'engage à payer un intérêt de 3 % sur ces avances. La Société des Habitations économiques du quartier de la Gare, à Paris, a ainsi bénéficié de crédits qui se sont élevés à 720.000 fr.

Le tableau ci-dessous montre les résultats obtenus par quelques sociétés qui se sont entièrement libérées :

Sociétés	Montant des avances	Dates des avances	Dates des remboursements
Société du Cottage d'Athis.....	312.700	1894-1918	1923
Ruche du Toulon à Périgueux...	156.800	1897-1910	1921
Société Tourangelle des Habita- tions à Bon Marché.....	74.300	1897-1903	1909
Société Bordelaise des Habita- tions à Bon Marché.....	100.000	1895	1925

Dans le même ordre d'idées, la Compagnie a souscrit des actions : de la Société de Crédit des Habitations à bon marché; de la Société de Crédit Immobilier de l'Ile-de-France; de la Société Immobilière du Nivernais, ou du « Cottage Breton », ces deux dernières sociétés étant constituées entre employés conformément à la loi du 30 novembre 1894.

Un appui à l'Association fraternelle des Agents de Chemin de fer a été donné sous forme d'une subvention annuelle de 2 % du capital affecté à la construction de logements à louer au personnel de la Compagnie. Les maisons ainsi édifiées à Brétigny, près de Paris, comportent deux logements symétriques avec jardins de 150 à 200 mètres carrés, eau, gaz, et tout-à-l'égout.

90 maisons ont été ainsi construites.

La Société des Habitations à bon marché « Le Pavillon », fondée en 1924, reçoit de la Compagnie des prêts représentant environ 30 % de la construction.

Acquisition d'Immeubles : La Compagnie a, ces dernières années, acheté des immeubles susceptibles de fournir des logements convenables à ses employés ; 150 logements environ ont été ainsi mis à la disposition des agents, les dépenses d'acquisition s'étant élevées à 1.300.000 francs.

Construction de maisons ouvrières : 112 maisons ont été édifiées à Juvisy, Châteaudun, St-Pierre-des-Corps, Vierzon; chacune comprend un jardin de 200 à 300 mètres carrés. Les loyers sont fixés d'après les prix des localités tout en leur restant inférieurs.

Sociétés de Crédit Immobilier : Fondées conformément aux lois sur la petite propriété et sur les habitations à bon marché, elles consentent à leurs sociétaires des prêts hypothécaires pour l'acquisition ou la construction de maisons individuelles.

Au nombre de quatorze, réparties dans les différents centres du Réseau, elles étaient toutes au capital de 100.000 fr., dont un quart versé; ce capital a été porté à 400.000 fr. pour les Sociétés de Tours et Paris; à 200.000 pour celles d'Orléans, Nantes, Bordeaux, Montluçon, Brive, Figeac.

Les fonds ont été fournis en totalité par la Compagnie. Administrées gratuitement par d'anciens agents, retraités, ou par des fonctionnaires en activité, elles donnent toutes indications utiles aux emprunteurs, évitant souvent des frais d'architectes.

Environ 350 maisons ont été construites.

La Compagnie cède en outre gratuitement à ses agents des scories pour agglomérés; elle fournit sans bénéfice le bois et la peinture, assure aussi au tarif réduit d'avant-guerre (0,04 par tonne et par kilomètre) le transport des matériaux nécessaires aux travaux.

Entr'aide mutuelle : Une formule toute nouvelle est actuellement à l'essai. Des agents d'une même localité se groupent pour se prêter gratuitement, mais à titre de réciprocité, leur main-d'œuvre, en vue d'élever des constructions ne nécessitant qu'une faible main-d'œuvre spécialisée, laquelle est empruntée à l'extérieur. 84 maisons ont été ainsi entreprises ou sont en projet; quelques-unes sont terminées.

Ici encore, la Compagnie donne son appui sous forme de cession à bas prix de matériaux, et de facilités de transports.

Jardins ouvriers : 6.000 agents ont à leur disposition des jardins de 300 à 500 mètres carré environ, pris sur les terrains disponibles de la Compagnie.

Telle est, en raccourci, l'œuvre du P.-O. Des avantages d'un ordre différent concernant la nourriture, l'habillement, l'instruction, vont aux agents par l'intermédiaire d'organisations tels que le Magasin des Denrées et Vêtements, la Boulangerie, les Boucheries, Charcuteries, Fruiteries, Coopératives ou fondations scolaires. Nous ne les citons que pour mémoire, leur fonctionnement sortant absolument du cadre de cette étude.

LE PROBLÈME DE L'HABITATION
A LA COMPAGNIE DES CHEMINS DE FER
DU NORD
LES CITÉS-JARDINS

Les ravages de la guerre s'étant particulièrement fait sentir sur le réseau du Nord, la Compagnie devait, avant même l'armistice, et dès le recul d'Hindenburg, s'attacher à la reconstruction qui était poussée parallèlement, tant au point de vue de la remise en état des voies et des ouvrages d'art que des locaux indispensables à abriter le personnel. En raison de l'urgence, le Ministère des Régions libérées accordait une priorité au réseau pour la fourniture de maisons en bois; mais en présence de la grandeur de l'effort à fournir et de son impossibilité à l'accomplir sans d'assez longs délais, le Ministre des Travaux Publics, tuteur naturel de la Compagnie, accordait à cette dernière l'autorisation de procéder elle-même aux constructions, sous la seule réserve de ne pas trop s'écarter des types et des dépenses prévues par le Ministère des Régions libérées. Le 9 mai 1919 et alors que la présentation des plans remontait seulement au 29 mars précédent, le Ministre accordait l'autorisation de construire 2.000 maisons. Tous contrats nécessaires ayant été passés avec les différents entrepreneurs dans la période de préparation, ceux-ci pouvaient se mettre immédiatement au travail en sorte qu'en

octobre de la même année, le montage était entièrement achevé.

Activement poussé ensuite, le programme se développait : en fin de 1921, 12.000 familles d'agents représentant environ 60.000 individus, étaient logées. Aux maisons précédentes, 4.000 autres en bois étaient venues s'ajouter; 6.000 en matériaux durs étaient édifiées à titre définitif. Comme exemple de rapidité on peut citer les chantiers de Lens et de Lille qui construisaient 800 maisons en six mois. Tout ceci, sous la haute direction de M. Dautry, Ingénieur en chef de la Compagnie, inspirateur et animateur de l'œuvre, et qui vient de passer tout récemment à la direction des Chemins de fer de l'Etat.

A l'heure actuelle, la Compagnie possède un peu plus de 17.000 logements et environ 1.000 chambres de célibataires. La répartition en est faite, en grandes et petites cités, et maisons en pleine voie. Les grandes cités sont, comme nous le verrons plus loin, gérées par des Conseils d'administration, dont nous donnerons alors la composition.

Voici la répartition de ces logements :

Répartition	Domaine privé Constructions en dur	Domaine public Bois	Domaine public Dur	Ensemble	Chambres de Célibataires
a) Grandes cités pourvues d'un Conseil d'Admin.	264	2.865	6.360	9.479	962
b) Petites cités. Logements divers des gares ou ag- glomérations	411	1.333	2.287	4.031	15
c) Pleine voie : (gardes, cantonniers, aiguilleurs.	2	244	3.349	3.595	»

Trente-six cités logent près de 36.000 agents; 11 parti-

culièrement importantes groupent respectivement de 1.300 à 4.000 employés.

Voici, par lettre alphabétique, la liste de ces dernières :

Arras.	2.035	habitants.
Aulnoye	1.593	—
Béthune	1.863	—
Le Bourget. . .	1.363	—
Dunkerque-St-Pol	1.599	—
Hirson	1.320	—
Laon	2.100	—
Lens	2.899	—
Lille-Délivrance .	3.171	—
Longueau . . .	1.839	—
Tergnier. . . .	4.324	—

Certaines, comme celle d'Arras sont relativement morcelées, en raison de l'exiguïté des terrains convenables ; cette dernière est en réalité constituée par les 4 cités d'Achicourt, Rouville, Bucquoy, Petit-Bapaume, très rapprochées.

Les autres, en général, constituent une agglomération unique.

Enfin, alors que la plupart comportent exclusivement des maisons possédant de un à trois logements, certaines, comme celle du Bourget, près de Paris, ont dû, en raison du manque de terrain, édifier quelques maisons à cinq étages du type des grands immeubles modernes, possédant chacune 40 logements.

Ceci posé, voici les directives qui ont été suivies pour bâtir les cités-jardins.

Terrains : Au problème de l'édification de la maison s'adjoignait celui du jardin. Tenant compte des conditions nouvelles nées de l'application de la loi des 8 heures de travail, la Compagnie voulait attribuer à chaque agent, son locataire, un jardin attenant à la maison qui put utiliser ses loisirs en apportant en même temps un appoint non négligeable aux difficultés matérielles de la vie. Assez grand pour ne pas être transformé en cour annexe de l'habitation, pas trop non plus pour éviter de transformer en maraîcher le jardinier bénévole qui dispose après son travail de quelques heures de liberté, elle décidait d'adopter des parcelles variant de 350 à 500 mètres carrés. Avec la superficie de la maison, les terrains nécessaires à la voirie, aux écoles, aux espaces libres pour les jeux, l'ensemble atteignait de 6 à 7 ares par maison; en sorte qu'une cité comme Tergnier qui dispose d'environ 1.200 maisons, voit sa superficie couvrir près d'une centaine d'hectares.

Le problème de la dissymétrie des maisons, indispensable à l'agrément de l'œil, était résolu par l'adoption d'un nombre limité de types; chaque maison voisine ainsi avec une autre dissemblable et des entrepreneurs différents spécialisés chacun dans l'édification d'un type unique pouvaient apporter à la construction tous leurs soins. On a pu éviter ainsi l'aspect si lamentablement monotone des anciens corons miniers du Nord.

Plans des maisons : Elles sont généralement de 4 pièces qui servent : l'une de salle commune; les trois autres de chambres respectivement réservées aux parents, garçons et filles. Toutes possèdent une cave ou cellier et un porche :

ce dernier réservé à de multiples usages; l'après-midi les bébés y dorment ; l'été la famille y dîne et y passe les soirées à l'air ; il sert enfin de lieu de nettoyage des vêtements et des chaussures. Deux maisons sur vingt possèdent des logements de 5 et 6 pièces ; ils sont réservés aux familles particulièrement nombreuses.

Au Bourget, en raison de l'exiguïté et du prix élevé du terrain, 4 vastes maisons de 6 étages ont été construites au centre de la Cité; elles comprennent chacune 40 logements, et les rez-de-chaussée restent réservés aux organismes collectifs tels qu'écoles. De vastes escaliers à jour les desservent; des balcons viennent dans une certaine mesure remplacer les porches des maisons individuelles.

Les matériaux durs utilisés pour ces constructions sont les agglomérés de scories que le réseau produit en abondance. Un épais enduit de ciment recouvert d'un crépis teinté donne des tons variés aux maisons. Les prix de revient oscillent pour les logements de 26.000 à 35.000 fr. environ, selon que l'on envisage les petites ou grandes cités, ces dernières présentant des installations communes importantes. Le tableau suivant, emprunté aux études de M. Dautry, permet d'en analyser les éléments :

Terrain (700 m ² à 2 fr. 10).....	1.500 fr.
Maison proprement dite (prix en 1920).....	24.500 —
Eclairage	500 —
Alimentation	1.200 —
Assainissement	1.000 —
Chemin	500 —
Clôtures	200 —
Appareils de chauffage.....	400 —
Plus-value pour bâtiment communs et maisons de 5 à 6 pièces.....	1.600 —
Clapier	800 —
	32.200 fr.

La dépense relativement élevée du clapier tient au souci que l'on a eu d'assortir sa construction à l'ensemble.

Les clôtures sont constituées de simples fils de fer sur piquets en ciment armé; elles ont l'immense avantage de ne pas rompre les ensembles et une éducation des agents a été pénible à faire sur ce point; tous réclamaient primitivement la murette de brique autour du jardin qui concrétisait à leurs yeux l'instinct de la propriété. Ils se réjouissent aujourd'hui que leur demande n'ait pas abouti. Le sentiment d'un bien collectif dépassant largement leur propriété privée s'est en effet progressivement installé, et curieux est, à cet égard, l'enthousiasme sincère des agents que nous avons interrogés au hasard, lorsqu'ils vantent le charme de leur cité dès la première apparition du printemps.

Alimentation en eau : L'installation de châteaux-d'eau, dont certains comme celui de Tergnier sont d'un effet très décoratif, a permis de distribuer partout l'eau sous pression pour l'évier. Seules les maisons en bois qui progressivement disparaissent, ont recours aux bornes-fontaines.

Tout à l'égout : Il a été réalisé dans toutes les Cités ayant plus de deux cents logements définitifs. Toutes les évacuations des maisons vont par conduits individuels siphonnés aboutir à des canalisations principales qui les dirigent sur des égouts collecteurs. L'acheminement du « Sewage » sur la station d'épuration se fait ensuite par la gravité. Deux cités seulement (Béthune et Dunkerque) ont dû avoir recours au relèvement par pompes électriques,

la nappe aquifère souterraine étant à très faible profondeur.

Stations d'épuration : Elles traitent les eaux résiduelles avant de les déverser soit dans des égouts urbains, lorsque les Cités sont dans le périmètre d'une grosse agglomération, soit au cours d'eau le plus voisin. D'importance variable avec le nombre des immeubles desservis, elles comprennent uniformément :

Un bassin de décantation où se déposent les boues et objets lourds divers qui ont pu être entraînés dans les conduits.

Une ou deux fosses septiques où s'accomplit la fermentation anaérobie.

Des filtres percolateurs épandant sur scories les eaux issues des fosses pour la nitrification biologique finale.

La station du Bourget peut ainsi épurer 100 mètres cubes par jour; celle de Tergnier 800 mètres environ.

Dans les très petites Cités où le prix de l'installation eût été hors de proportion avec l'importance du service à assurer, seules les eaux ménagères sont évacuées par canalisations souterraines aboutissant aux égouts de gares. Les maisons sont alors pourvues de fosses étanches.

Chauffage et éclairage : Dans tous les logements la salle commune est pourvue d'un poêle-cuisinière. Le chauffage central a été réservé aux locaux à usage commun : écoles, services médicaux ou autres. Toutes les maisons et rues des cités ont reçu l'éclairage électrique.

Plantations-jardins : Deux arbres fruitiers et deux

rosiers ont été plantés dans chaque jardin. Des graines de fleurs sont cédées à bas prix. Des serres ont en réserve tout ce qui convient aux plantations.

Enfin, en dehors des jardins particuliers des maisons, des arbres ont été plantés le long des avenues, des massifs de fleurs répartis sur les places publiques.

Prix des loyers : Ils sont variables avec les centres et avec l'importance des logements. Tous comprennent la fourniture de l'eau, de l'éclairage, et du poulailler-clapier. Voici, à titre d'exemple, les prix demandés mensuellement dans une localité où l'indemnité de résidence accordée aux agents correspond à la cote 7 (les centres du réseau du Nord ont été rangés en 11 catégories allant de 1 à 11, pour lesquelles l'indemnité est croissante) :

Indemnité de résidence n° 7 :

BARÈME A					BARÈME B				
<i>Maisons en dur</i>					<i>Maisons semi-provisoires</i>				
2 p.	3 p.	4 p.	5 p.	6 p.	2 p.	3 p.	4 p.	5 p.	6 p.
48.»»	57.»»	67.»»	77.»»	87.»»	39.50	46.50	53.50	61.25	69.»»

BARÈME C					
<i>Maisons en bois</i>					
1 p.	2 p.	3 p.	4 p.	5 p.	6 p.
29.50	34.50	40.»»	45.»»	50.»»	51.»»

L'organisation des Cités : Les maisons construites et louées, la Compagnie du Nord a dû songer à la gestion de ses Cités. Ici deux méthodes s'offraient à elle, toutes deux également tentantes : dans la première, la Compagnie pro-

priétaire des maisons et des terrains confiait leur administration à des fonctionnaires de son choix; elle faisait ainsi œuvre patronale; — dans la seconde, elle confiait l'administration aux habitants eux-mêmes selon des modalités à fixer; elle faisait alors œuvre véritablement sociale, et c'est cette solution qui a été généralement adoptée. On a voulu convaincre les agents que leurs services journaliers assurés, ils n'étaient plus à proprement parler des « cheminots »; on a voulu qu'ils soient intéressés à la gestion municipale, féconde en résultats de toute sorte au point de vue éducatif.

Toute Cité de plus de 50 logements a donc créé un Conseil de gestion (sorte de Conseil d'administration municipale), chargé de gérer les intérêts du groupement; trois ou quatre chefs locaux font partie de droit du Conseil; les autres membres sont élus sans aucune considération de grade, à raison de 1 pour 50 ménages.

On obtient ainsi des Conseils où 3 membres de la Compagnie siègent à côté de 12 à 15, ou plus, élus par les agents; à Tergnier par exemple, 24 membres sur les 27 que comprend le Conseil sont issus de l'élection.

Le Président est désigné par la Compagnie; tous les autres postes : (Vice-Président, Secrétaire, Trésorier...) sont demandés à l'élection. Le Conseil décide de l'emploi des sommes allouées pour la bonne marche des services de la Cité : enlèvement des ordures ménagères; Ecoles; Consultations; Dispensaires, etc...; entretien des jardins publics, gérance des bains-douches, des salles de réunions ou des fêtes; organisation des Cours ménagers.

Ecoles : Devant l'indigence des communes dévastées,

la Compagnie dans beaucoup d'endroits a pris à sa charge l'édification des Ecoles, le personnel enseignant restant fourni par les Ministères intéressés de l'Etat. 43 groupes scolaires abritent actuellement une population de près de 4.000 enfants ; 17 Ecoles ménagères ont été ouvertes ; 12 Ecoles professionnelles, désignées dans les Cités sous le nom de Centres de débrouillage, où les enfants sont habitués à exercer tous les menus travaux qui se rencontrent journellement dans le petit entretien des maisons, donnent aux jeunes apprentis les éléments d'ajustage, serrurerie, soudure, menuiserie.

Terrains de jeux : Partout où cela a été possible, des terrains de jeux ont été organisés. On y pratique foot-balle, tennis, croquet, lancement de javelot, jeu de boules ; certains ont un tir à l'arc ou à la carabine. Les jeunes filles et les jeunes enfants disposent de terrains de tennis. Quelques piscines sont en construction ou en projet.

Cinémas, Bibliothèques : Des salles de réunion ou de fêtes ont été prévues dans les cités les plus isolées. Certaines possèdent des salles où concerts et bals alternent avec les séances cinématographiques ; celles de Lens, Tergnier ou Laon, peuvent contenir jusqu'à 500 personnes. Chaque cité a sa bibliothèque avec service de prêt aux habitants. Certaines, comme celle de Tergnier, disposent de près de 4.000 volumes.

Sociétés coopératives, sportives, musicales : Les Sociétés coopératives fournissent alimentation, habillement, mercerie ou chaussures ; fabriquent le pain ; achè-

tent le bétail ; recueillent le lait dans les fermes. Les sociétés sportives étaient tout récemment au nombre de vingt. Tous les deux ou trois ans, le réseau réunit pour des fêtes leurs phalanges en nombre croissant. Des harmonies municipales, si appréciées dans le Nord, sont en plein essor. On connaît des agents qui ont refusé des avancements qui eussent entraîné un changement de résidence, pour ne pas abandonner l'Harmonie dont ils étaient membres.

Organisation médicale : Nous allons l'examiner sur le Centre particulièrement important de Tergnier, qui groupe trois installations différentes :

D'abord un centre de visites où le médecin de la Compagnie examine les agents malades non retenus au domicile, et ceux que leurs emplois rendent justifiables des visites périodiques de sécurité.

Un autre pour adultes, section de la Croix-Rouge Française.

Un Centre anti-tuberculeux, dépendance du Ministère de l'Hygiène.

A côté de ces organisations, l'œuvre de la « Nouvelle Etoile des Petits Enfants de France », qui reçoit dans un pavillon séparé les mères et les jeunes enfants pour examens et soins. Une jeune doctoresse, assistée de deux infirmières, a la haute direction de ce service. Ici une innovation a été faite concernant le placement en nourrice d'enfants venus de l'extérieur, auprès de femmes de la Cité pouvant les élever au sein.

Ces enfants sont préalablement mis en observation et

ne prennent leur destination nouvelle qu'après qu'on s'est bien assuré qu'ils ne présentaient aucune maladie en incubation ; ils sont ensuite suivis périodiquement sur place.

Ce dispensaire est ouvert tous les jours, le matin et l'après-midi ; les mères viennent y baigner les enfants et l'infirmière dirige les soins qu'elles ignoraient jusque-là. On y donne les consultations prénatales, les soins aux nourrissons et dentaires.

Tel est en un bref tableau esquissé ce point particulier de l'œuvre de la Compagnie du Nord. Des graphiques, qu'elle met à jour chaque année, montrent une progression constante vers les buts qu'elle se propose d'atteindre. Qu'il s'agisse de mortalité infantile, d'éducation ou d'amélioration de la vie, la comparaison dans ces domaines avec ce qui se fait en dehors, lui permet d'être fière des résultats actuellement obtenus ; un examen plus approfondi ne peut qu'augmenter l'impression de la valeur des méthodes adoptées, et il semble qu'à l'heure actuelle, ce sont elles qui, dans cette direction, apporteront le maximum de résultats tangibles.

LA SOCIÉTÉ NORMANDE DE MÉTALLURGIE A MONDEVILLE (PRÈS CAEN)

Cette importante société métallurgique réorganisant actuellement son service médical et faisant entrer en ligne de compte les possibilités attendues de la nouvelle loi sur les Assurances Sociales, nous allons voir les directives qui vont servir de base à son activité.

Les Assurances Sociales devant surtout apporter à l'ouvrier malade une aide pécuniaire, le versement du demi-salaire évitera, dans une certaine mesure, sa rentrée prématurée à l'usine sous la pression du besoin. Il sera cependant inopérant pour les maladies de très longue durée chez ceux qui ont de lourdes charges de famille. La loi ne lui donnera, d'ailleurs, ni un guide pour les soins un peu délicats, ni une aide matérielle suffisante dans le cas de maladies chroniques, ni la possibilité d'être convenablement soigné dans les cas de maladies graves si l'organisation des hôpitaux de son secteur est défectueuse. Pour obtenir des résultats satisfaisants, les Caisses devront être gérées avec un grand esprit d'économie, les gaspillages et les abus réprimés. Le rôle du médecin à cet égard sera considérable, l'abus des certificats de complaisance devra être radicalement supprimé sous peine de voir les ressources rapidement taries. Le problème de l'organisation médicale subsiste donc après comme avant l'application de la loi.

Les directives suivantes vont donc être suivies :

Examen du personnel : Lors de l'embauche, la visite médicale doit éliminer systématiquement les individus jugés incapables de remplir dans des conditions de résistance normale les travaux parfois pénibles de la métallurgie. Eventuellement, elle attirera leur attention sur certains soins nécessaires à prendre au cas où cela paraîtrait utile et où l'état de santé n'interdirait pas l'embauchage. L'embauche journalière varie de 5 à 12 personnes environ suivant les périodes de l'année.

Certains ouvriers remplissant des emplois de sécurité, mécaniciens de locomotives, conducteurs de ponts roulants, etc., seront soumis à intervalles réguliers et d'ailleurs assez espacés, à des visites de sécurité.

Les ouvriers gravement blessés, ou ceux qui sont sujets à blessures légères mais fréquentes, seront tout spécialement suivis. Les seconds en particulier, s'il y a fraude ou abus, seront changés d'emploi ; la contrainte morale exercée sera de nature à éliminer les fraudeurs. Lors du réembauchage à la suite d'une longue maladie qui aura pu modifier les aptitudes physiques, une nouvelle visite s'imposera.

Dispensaires et Cliniques : En vue de réduire les frais tout en accordant aux médecins une rémunération en rapport avec les services très particuliers qu'ils rendent, les soins doivent être fournis par substitution de méthodes collectives aux méthodes individuelles : l'utilisation d'infirmiers ou d'infirmières spécialisés peut dans ces conditions donner les meilleurs résultats.

Traitement de la syphilis : Il doit être fait dans les conditions ci-dessus au dispensaire. En faisant appel à la fourniture des médicaments spéciaux délivrés par les soins du Ministère de l'Hygiène, il peut être pratiqué sans grands frais pour les intéressés.

Dispensaires antituberculeux : Ils évitent les frais individuels de radiographie et d'examen de crachats, extrêmement onéreux si l'intéressé doit s'adresser à des spécialistes. Ils donnent enfin la garantie de voir examiner des sujets suspects par des spécialistes rompus aux examens spéciaux qui sauront déceler des lésions discrètes susceptibles d'échapper à des praticiens moins avertis.

Consultations de nourrissons et consultations prénatales : Elles fonctionnent d'une façon régulière à peu de frais permettant des examens réguliers à des périodes où les individus peuvent être particulièrement sensibles à la maladie. Elles ont aussi l'avantage de dépister indirectement certaines maladies des parents et d'instaurer les soins nécessaires.

L'aide pécuniaire apportée par les Assurances Sociales facilitera le recours des parents au médecin. Il est envisagé la création d'une Maison d'enfants qui comprendra une cantine réservée aux malades ou aux sujets trop mal alimentés par leurs parents ; d'une infirmerie d'enfants avec des moyens de nettoyage étendus et des dortoirs destinés à ceux dont les parents ne peuvent s'occuper pour des raisons constantes ou bien fortuites. Y seraient admis les enfants dont les parents seraient gravement malades ou dont les mères accouchent.

Au point de vue social il faut lutter contre la crainte que peuvent avoir les individus de voir leur état connu des patrons qui pourraient de ce fait les priver de leur emploi en leur assurant les soins nécessaires.

Lutter contre l'incompréhension des parents distraits par de dures occupations journalières, contre l'insuffisance et la malpropreté des locaux rendus souvent inhabitables de leur fait.

Secours aux malades ne disposant pas de moyens convenables pour le traitement à domicile : La solution adoptée par les Caisses sera évidemment l'envoi à l'hôpital. Elle se heurte à des difficultés sérieuses, tant du fait de l'organisation des hôpitaux que des préventions quelquefois justifiées de la population.

Dans bien des cas les soins à domicile pourraient être envisagés s'il était possible de disposer d'aides appropriées à ces soins.

C'est ainsi en particulier que pourraient être confiées à des infirmières : pose de ventouse, piqûres, enveloppements, qui économiseraient du temps et des frais.

La création d'une Maison de santé chirurgicale et médicale où les malades recevraient les soins et seraient dans des conditions favorables, tant au point de vue du confort que des conditions morales, va être tentée. Réservée aux cas sérieux, elle prendra éventuellement les développements nécessaires.

L'APPUI MATERNEL AUPRÈS DE LA CLINIQUE DE L'HOPITAL TARNIER

Nous avons vu dans les chapitres précédents comment de très grosses entreprises industrielles avaient organisé leurs œuvres sociales au moyen d'éléments étroitement rattachés à leur administration. Nous allons maintenant montrer non point à titre de comparaison, mais en raison de l'intérêt que présente son fonctionnement très spécial, comment a pu s'organiser une œuvre privée, n'ayant point comme les précédentes la faculté de disposer d'importants budgets, et qui a su néanmoins tirer, en vue de résultats charitables, un haut rendement de collaborations qu'elle a su moralement intéresser à ses fins.

L'œuvre de « l'Appui Maternel auprès de la Clinique de l'Hôpital Tarnier », reconnue d'utilité publique par décret du 24 janvier 1926, était fondée en 1923. Sous la forte impulsion de son active présidente, M^{me} Brindeau, femme du Professeur de Clinique à la Faculté de Médecine, qui savait y intéresser de hautes personnalités, elle étendait rapidement son champ d'action dans la lutte contre la mortalité infantile qu'elle se donnait de combattre, créant un véritable service social privé, capable de toucher bien des cas échappant aux œuvres officielles. Faisant à peu près exclusivement appel au dévouement de collaboratrices et de collaborateurs bénévoles, ce qui lui permet de consacrer la totalité de ses ressources aux per-

sonnes secourues, elle essaie, avec ces éléments, de remplir aussi complètement que possible les buts suivants :

1° Venir en aide à la femme enceinte qui quitte son foyer pour venir accoucher à l'hôpital.

2° Guider les mères de familles nombreuses, les mères nécessiteuses ou abandonnées, dans les démarches à faire en vue de l'obtention de secours de l'Etat, des Départements, des Bureaux de bienfaisance ou d'œuvres privées. Les visiteuses font alors les démarches nécessaires.

3° Démontrer aux femmes la nécessité de l'allaitement maternel ; leur expliquer l'utilité des consultations de nourrissons, les y attirer au besoin, par les petits moyens tels que les distributions de primes diverses.

4° Empêcher les abandons d'enfants en aidant au placement des mères avec leur nourrisson, en facilitant le séjour dans les asiles maternels, en apportant l'aide pécuniaire ou tous autres moyens appropriés aux circonstances

5° Eviter la mise en nourrice ou tout au moins la retarder jusqu'à ce que l'enfant soit apte à supporter, avec le moins de dommage possible, la séparation maternelle.

6° Surveiller les nourrissons placés à la campagne.

7° Faciliter, au contraire, dans certains cas particuliers, la séparation de l'enfant et des parents pour le soustraire à des contaminations trop certaines.

8° Incidemment faciliter les adoptions d'enfants.

Pour remplir ce vaste programme, les principaux moyens d'action sont les suivants :

Un certain nombre de visiteuses de l'œuvre s'enquêtent des nécessités des femmes enceintes admises, soit à

la Clinique Tarnier même, et qu'elles visitent alors dans les dortoirs, soit chez les sages-femmes agréées par l'établissement.

D'autres assistent aux consultations de nourrissons et aux consultations prénatales à la Clinique.

Un service d'enquêtes à domicile a été créé.

Des centres de placement ont été organisés à la campagne et y fonctionnent sous la surveillance de médecins.

Des distributions de layettes, médicaments, secours de toute nature, sont faites tant à la Clinique que chez les intéressées.

Pour faciliter la tâche et éviter les questionnaires répétés, souvent douloureux, il est établi pour chaque femme suivie par l'œuvre une fiche sociale qui appuie la fiche médicale et est dressée une fois pour toutes. Elle permet de rechercher les solutions les plus convenables concernant chaque cas particulier. En fin d'exercice 1928, environ 4.800 fiches avaient été établies ; 900 visites faites ; 900 enquêtes conduites.

Signalons en passant qu'une caisse de secours immédiats due à une bienfaitrice de l'œuvre, a permis dans bien des cas de parer à certaines misères urgentes.

Les chiffres suivants qui résument l'activité de la Clinique en 1928 montrent le champ d'action ouvert à l'Appui Maternel :

4.751 femmes venaient à Tarnier pour accoucher ; 3.561 y étaient gardées et y avaient leur enfant ; 1.190 accouchaient chez les sages-femmes rattachées à l'établissement.

Le nombre des consultations s'élevait à 29.646 sur

lesquelles 18.715 s'adressaient aux femmes enceintes, 1.617 à des cas de gynécologie ; 1.183 relevaient de la consultation spéciale ; 8.131 s'adressaient aux enfants.

Chaque jour de la semaine a son médecin attitré qui assure la consultation des nourrissons ; ceux-ci étant ramenés périodiquement un jour déterminé sont ainsi suivis par le même docteur, ce qui assure une bonne continuité des soins. Une installation de rayons ultra-violets est venue, en 1928, apporter une contribution supplémentaire aux traitements des enfants ; un appareil nouveau, succi-pompe à moteur électrique, venant d'Amérique et introduit en France pour la première fois, permet dans de nombreux cas de retirer aseptiquement à certaines mères le lait qu'elles ont en surabondance pour le donner à des enfants moins favorisés.

Nous avons parlé incidemment des secours de toute nature que l'Appui Maternel distribue aux mamans : Il a pu, dans l'année qui vient de s'écouler, procurer, entre autres objets, des berceaux, des pèse-bébés, des moïses, des lits et des voitures d'enfants. Les distributions annuelles de Pâques et de Noël ont pris une grande extension. Environ 4.000 objets de layette ont été donnés. On y trouve, s'y comptant parfois par centaines : barboteuses, bas de laine, brassières, chaussettes, chaussons, chemises, costumes en laine tricotés à la main, couches, culottes-bateau, guêtres, langes, manteaux de laine, robes tricotées ou diverses, souliers, tricots, etc...

L'œuvre a adjoint en outre à ses services de la Clinique Tarnier des centres de placement de nourrissons et d'enfants.

C'est ainsi qu'ont pu être placés :

à Longué (Maine-et-Loire)	40 enfants.
à Palaiseau (Seine-et-Oise)	9 —
à Clamart	7 —
à Neuilly-Plaisance	12 —

à la Pouponnière Blum-Ribes, 5 enfants débiles ;
à celle de Boulogne, 1 ; à celle d'Alésia, 1 ; à l'œuvre
du Placement familial des tout-petits, 4.

15 enfin ont été mis en nourrice dans les environs de
Paris, où ils sont directement surveillés par les visiteuses.

Un coup d'œil sur le budget est maintenant du plus
haut intérêt : la modestie du chiffre des subventions offi-
cielles (Ministère de l'Hygiène et de la Prévoyance Sociale,
6.000 fr. ; Conseil Municipal, 195 fr. ; Municipalité du
6^e arrondissement, 300 fr.), qui constituent un apport de
6.495 fr. sur un total de recettes de plus de 300.000 fr.,
montre la puissance de l'effort accompli par la direction
de l'œuvre. En voici les données essentielles :

RECETTES :

Solde créditeur au 10 janvier 1928.....	64.075
Pour 1928 :	
Subventions	6.495
Dons et Cotisations	55.577
Caisse de Secours Immédiat	22.646
Compte en banque	2.047
Recette produite par une vente de charité...	151.700
Plus-value de valeurs en portefeuille.....	5.473
AU TOTAL.....	308.015

DÉPENSES :

Elles se répartissent de la façon suivante entre les quatre services qui se partagent l'activité de l'œuvre :

- | | |
|---|--------|
| 1° Services généraux | 61.673 |
| (Dans ces dépenses figurent, entre autres : paiement de mois de nourrice, 16.300 fr. ; achat de tissus et de layettes, 27.669 fr. ; achats de laine, 2.860 fr. ; confection de layettes, 1.835 fr. ; achats de vêtements, 1.288 fr. ; primes d'allaitement, assurances, frais de poste, divers, 8.070 fr. ; participation au traitement de la monitrice de l'œuvre, 3.000 fr.). | |
| 2° Service de la consultation des nourrissons. | 29.108 |
| (Ces dépenses comprennent en particulier : allocations pour mois de nourrices, 3.770 fr. ; achats de layettes, 22.938 fr. ; placement d'enfants, 380 fr. ; frais d'enquêtes, 1.219 fr. ; voyages d'enfants et de nourrices, 229 fr.). | |
| 3° Service de la consultation prénatale..... | 7.155 |
| (Les principales dépenses de ce chapitre vont : aux pensions d'enfants dont la mère se sépare momentanément : 5.587 fr. ; pharmacie, 838 ; dépenses diverses, 730 fr.). | |
| 4° Dépenses pour secours immédiats..... | 22.646 |
| (Dans ces dépenses entrent : versements de secours, achats d'épicerie, 8.307 fr. ; secours de loyers, 4.437 fr. ; placement | |

d'enfants, envoi dans les sanatoria et colonies de vacances, 7.087 fr. ; achats de chaussons, vêtements, 914 fr. ; participation à l'achat d'une péniche pour loger une famille nombreuse de mariniers, 1.500 fr. ; visites, 400 fr.).

AU TOTAL pour les dépenses..... 120.583

Le solde créditeur ressort ainsi à 187.432 francs.

Grâce à ces ressources si intelligemment gérées et employées, environ 1.500 mères ont pu être aidées au cours de l'année. En dehors de la laine distribuée à celles qui tricotent elles-mêmes des brassières et des bas pour leur nouveau-né, 8.942 objets de layette ont pu être donnés. Ils se répartissent de la façon suivante :

Objets distribués	A Tarnier	Chez les Sage Femmes
Capuchons	510	217
Langes	1.019	451
Brassières de laine . .	308	86
— de coton . .	698	295
Bonnets	82	)
Chemises	623	216
Couches	3.242	922
Chaussons (paires) . .	185	89
TOTAUX	6.670	2.276

On voit par cet aperçu rapide comment s'est organisée une œuvre qui a su résoudre la gageure de réduire pratiquement à rien ses frais généraux pour consacrer la totalité

de ses ressources au but à atteindre. On ne peut penser sans mélancolie au gaspillage d'immenses ressources que nous voyons s'évanouir chaque jour, du fait de la multiplicité des rouages préposés à leur distribution. Sans nier la nécessité des grands organismes, on est obligé de songer combien une décentralisation bien comprise permettrait d'économiser le fonds commun. L'exemple de l' « Appui Maternel », venant en suite aux précédents, montre quels résultats peuvent être attendus des initiatives privées, et avec quelle discrétion devraient être prises toutes mesures susceptibles d'y porter atteinte.

CONCLUSIONS

Nous avons vu dans cette étude rapide l'effort tenté par la grande Industrie pour parer à cette « insécurité du lendemain » qui est encore le lot d'un trop grand nombre de travailleurs en France. Sans faire appel à aucune loi spéciale, par des efforts individuels ou solidarisés, de nombreux industriels sont arrivés à doter leur personnel d'avantages qui pour être parfois insuffisants encore, ont du moins le caractère d'être certains.

La nouvelle loi sur les assurances sociales se propose, il est vrai, d'étendre par la vertu d'un nouveau monopole les bienfaits de l'Etatisme à la presque universalité des Français. Nous craignons que l'augmentation du coût de la vie qui suivra automatiquement son application et que l'on peut sans exagération prévoir être de vingt pour cent, ne vienne brutalement nous replacer dans un cercle vicieux et compromettre irrémédiablement les résultats déjà obtenus; l'exemple de certains monopoles et aussi de la loi des retraites pour la vieillesse nous porte malheureusement à quelque scepticisme. Bon nombre des avantages que la nouvelle loi assure aux assujettis rentrent dans les énumérations déjà faites :

Consultations aux dispensaires, traitement dans les établissements de cure ou de prévention dépendant des caisses d'assurances, secours de grossesse et d'allaitement, tout cela existe dans les Institutions que nous avons étu-

diées, et probablement avec des garanties que la loi sera loin d'assurer. Nous croyons donc à sa vertu, dans la mesure où elle s'associera aux possibilités d'action des organismes déjà existants; nous ne voyons, s'ils sont éliminés qu'arrêt ou régression de résultats si péniblement acquis.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	1
Les Auxiliaires Sociales (Surintendantes d'usines, Infirmières visiteuses, Ingénieurs sociaux).....	5
L'Aide Sociale par les Caisses de Compensation.....	15
Les Œuvres Sociales dans les grandes firmes industrielles : Michelin et C ^{ie}	25
Les Etablissements Schneider au Creusot.....	48
Les Œuvres Sociales dans les grandes C ^{ies} de Chemin de fer	69
Les Œuvres Sociales au Chemin de fer de Paris-Orléans.	74
Le problème de l'Habitation à la C ^{ie} du Nord : Les Cités jardins	107
La Société Normande de Métallurgie à Mondeville.....	119
L'Appui Maternel auprès de la Clinique de l'Hôpital Tarnier	123
CONCLUSION	131

Vu : *Le Doyen,*

ROGER.

Vu : *Le Président de la Thèse :*

BRINDEAU.

Vu et permis d'imprimer :

Le Recteur de l'Académie de Paris.

Pour le Recteur : *L'Inspecteur d'Académie,*

V. MAURELLET.

